

)
kl \$513 CN 6C; / ("R 5 f f) f 531%
i
g- t
World Health Organization
Organisation mondiale de la Sante
FORTY-SEVENTH WORLD HEALTH ASSEMBLY A47/VR/6
QUARANTE-SEPTIEME ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE 4 May 1994
4 mai 1994

t PROVISIONAL VERBATIM RECORD OF THE SIXTH PLENARY MEETING
4 Wednesday, 4 May 1994, at 14h30

Palais des Nations, Geneva

President: Mr B.K. TEMANE (Botswana)

later: Acting President: Dr M. ZAHRAN (Egypt)

. COMPTE RENDU IN EXTENSO PROVISOIRE DE LA SIXIEME SEANCE

PLENIERE

Mercredi 4 mai 1994, a 14h30

Palais des Nations, Geneve

President : M. B.K. TEMANE (Botswana)

puis President par interim: Dr M. ZAHRAN (Egypte) .

CONTENTS

Page

1. Address by the President of the International Olympic Committee 3

2. Debate on the reports of the Executive Board on its ninety-second and
. ninety-third sessions and on the report oi the Director-General on the work
of WHO in 1992-1993 (continued) 5

. SOMMAIRE

! Page

; 1. Allocution du President du Comite International Olympique 3

2. Debat sur Ies rapports du Conseil executif sur Ies quatre-vingt-douxieme et
quatre-vingt-treizieme sessions at sur le rapport du Directeur general sur
l'activite de I'OMS en 1992-1993 (suite) 5

A47/VR/6

Note: In this provisional verbatim record speeches delivered in Arabic, Chinese, English, French, Russian or Spanish are reproduced in the language used by the speaker; speeches delivered in other languages are given in the English or French interpretation.

This record is regarded as provisional because the texts of speeches have not yet been approved by

the speakers. Corrections for inclusion in the final version should be handed in to the Conference Officer

or sent to the Records Service (Room 4113, WHO headquarters), in writing, before the end of the session.

Alternatively, they may be forwarded to Chief, Office of Publications, World Health Organization,

1211 Geneva 27, Switzerland, before 1 July 1994.

Note : Le present compte rendu in extenso provisoire reproduit dans la langue utilisee par l'orateur les

discours prononces en anglais, arabe, chinois, espagnol, frangais ou russe, et dans leur interpretation

anglaise ou frangaise les discours prononces dans d'autres langues.

Ce compte rendu est considere comme un document provisoire, le texte des interventions n'ayant

pas encore ete approuve par les auteurs de celles-ci. Les rectifications 5 inclure dans la version definitive

doivent, jusqu'à la fin de la session, soit etre remises par écrit à l'Administrateur du service des

Conferences, soit etre envoyees au service des Comptes rendus (bureau 4113, Siège de l'OMS). Elles

peuvent aussi etre adressees au Chef du Bureau des Publications, Organisation mondiale de la Sante,

1211 Geneve 27, cela avant le 1^{er} juillet 1994.

Hgmeqanne: B Hac'roameu npemaapmenbnou crenorpaquecrtou o'rge're o aacenamm Bucrymienm:

Ha anrnuicxom, apa6CKOM, ncnaHCKOM, mnaicxom, pyCKOM mm (bpanuyacxom aauxax

Bocnponaonmca Ha nauxe opaToa; auc'ryrmennn Ha npymx nauxax Bocnponaonmca B nepnozxe

Ha aHrnyicxnn mm (bpanuyacxn naum.

Hacromnn npopoxon name'ra ngegaagwregbuuu, Tax Kax TeKCTb Bucrynnenu eme He 6mm

onoGpeny nomanqnxamn. HonpaBKX tum nxmoqemm B oxonqa'renbuit Bapnam' nro-roxona JIOJ'DKH H

6hr": npencrasnenu B l'HCbMeHHOM Bane cowpymme no o6cnyxmaanmo Kombepeunnn mm

HanpanneHu B Omen noxyueu'raunn (KOMHaTa 4113, IllTa6-KBapTHa 803) no oxouqamm ceccnn.

OH" mory'r Gun: Taloxe prquu no 1 mom! 1994 r. aanenylotneMy penaigmonno-nanarenbcmnn

CJIY)K6a.MH, Bcemlphaa opaimaumi supaaoxpauenna, 1211)KeHeBa 27, IIIBeiuaann.

Nota: En la presente acta taquigráfica provisional, los discursos pronunciados en arabe, chino, español, frances, ingles o

ruso se reproducen en el idioma utilizado por el orador. De los pronunciados en otros idiomas se reproduce la inter-

pretación al francés o al inglés.

La presente acta tiene carácter provisional porque los textos de los discursos no han sido al'm aprobados por los

oradores. Las correcciones queghayan de incluirse en la versión definitiva deberan entrega

rse, por escrito, al oficial de Conferencias o enviarse al Servicio de Actas (despacho 4113, sede de la OMS) antes de que

termine la rcunifm. A par-

tir de ese momento, pueden enviarse al J efc dc la Oficina de Publicaciones, Organizaci6n Mundial de la Salud,

1211 Ginebra 27, Suiza, antes del 1 de julio de 1994.

2,ny ,1 MI ,1 gyptfu, Highly! J_M. asp: 93,91 ,szI Km 9.; :1591.

9:41 tLWI LII .ewu LPN 9:41 w: W 1,9911 ,1 2,1,; ,1 wgl ,1

. WPJ')1 zweJSJL. Leda): J15: Ml '49 0562-51 -LLLUAJ.

19am:ugnwlyhhzyguwkmmlueu9,bdIu,#w

Lbs 10,; ,1 ,.;,J1 2,4; 0; J,3.....JI UJI 9.31,..le U441 a L954! JI,..JI e;L,,, .4-.JI gm

, baJl Gum gs, 3.5,.le med J_j (rum Wyn gut, znr 23p!) ,aLstl gm 15-"

cm, Amy .rv qr? HH tween 1M." W NLUWI ,4,- M, 041,10; L,1

.I11i53Jk/55J1JJ

%%:

R%Wmm14\$1,%Xs&it%IiEE%i%i%.HHKEAWg

%wE\$Ww%\$Ei\$HW;EM%%%.HU%IiIW%XHwO

' \$EiEWw%&.EkKEEWX\$&%%A\$Wo\$WA%EI\$%

%&,EE\$E\$WQ\$HW\$EEQ%&K%E%&\$(\$5EEQQE

%MBE).iiEN\$U%BUW%%imuBWEW,&EEEQ%\$%

2

2

1. ADDRESS BY THE PRESIDENT OF THE INTERNATIONAL OLYMPIC COMMITTEE
ALLOCUTION DU PRESIDENT DU COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE

The PRESIDENT:

The Assembly is called to order.

My first, very pleasant duty, before we continue with our agenda is to welcome, on behalf of this

Health Assembly, Mr Juan Antonio Samaranch, President of the International Olympic Committee and the

delegation of the International Olympic Committee.

The increased joint collaboration between the World Health Organization and the International

Olympic Committee, in an effort to improve and enhance the health of all people through physical activity

and sport, makes it very opportune to be honoured by the presence of Mr Samaranch at this Health

Assembly. The Sport for All movement of the International Olympic Committee has special momentum

in this especially designated United Nations International Year of Sport. It is therefore with great pleasure

that I give the floor to Mr Samaranch.

M. SAMARANCH (President du Comité international olympique) :

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général, Mesdames, Messieurs les délégués, je voudrais

tout d'abord vous exprimer, Monsieur le Président, au nom de la délégation du Comité international

olympique (CIO) qui est à ma gauche, mes vives félicitations pour votre nomination. Je suis convaincu que

la Quarante-Septième Assemblée mondiale de la Santé parviendra, sous votre présidence, à définir la

politique qui s'impose pour améliorer le bien-être de l'humanité. Je tiens également à exprimer mes

sincères remerciements au Dr Hiroshi Nakajima, Directeur général de votre Organisation, pour son aimable

invitation à m'adresser à cette auguste Assemblée.

Cette année 1994 (36^e) proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa quarante-huitième session, Année internationale du sport et de l'idéal olympique. Je voudrais également

saisir cette occasion pour transmettre à travers vous la gratitude du mouvement olympique à vos

gouvernements respectifs pour avoir soutenu et adopté cette importante résolution. C'est en effet en 1894 que le Comité international olympique a été fondé à Paris, à l'université de

la Sorbonne, par le baron français Pierre de Coubertin. Très peu d'organismes internationaux aux pouvoirs se

flatter de être centenaires. Le monde a beaucoup changé depuis un siècle. Le progrès de la science et de la

technologie a été fulgurant. Mais cette évolution n'a malheureusement pas réduit le danger, qui continue à se

creuser davantage, entre l'état de santé des populations des pays industrialisés et celui des populations des

pays en développement. Les conflits armés et les foyers de guerre ainsi que les catastrophes naturelles se

multiplient. Le nombre de fléaux qui aggravent la santé et contre lesquels vous luttez tous va croissant. Mais

la mobilisation, sous l'égide de l'OMS, des nations que vous représentez va permettre sans nul doute de

trouver des solutions et de donner espoir à ceux qui souffrent. Le mouvement olympique, qui fait partie intégrante de notre société d'aujourd'hui, a l'obligation

morale et le devoir d'œuvrer auprès de vous, qui êtes les responsables directs de la politique en matière

de santé, pour vous faciliter la tâche. C'est ainsi que l'OMS et le CIO, fermement convaincus que la

coopération est le meilleur moyen de parvenir au but que représente la santé physique, mentale et sociale

pour tous, ont renouvelé l'accord signé déjà en 1984. C'est dans le cadre de cet accord que nous avons

organisé en mars dernier, à Punta del Este, en Uruguay, un congrès sur le thème "Sport pour tous et santé

pour tous" en présence du Dr Nakajima et de moi-même. À la fin des travaux, nous nous sommes

organisés en mars dernier, à Punta del Este, en Uruguay, un congrès sur le thème "Sport pour tous et santé pour tous" en présence du Dr Nakajima et de moi-même. À la fin des travaux, nous nous sommes

pas manque

dans notre declaration commune de rappeler les effets positifs du sport et de l'exercice physique sur le

bien-etre physique, mental et social de tous les individus et la necessite d'encourager leur developpement

afin qu'ils deviennent des elements essentiels d'un style de vie debouchant sur la protection et la promotion

de la sante ainsi que sur la prevention de la maladie et de l'infirmité. Nous vous avons lance un appel pour

que vous adoptiez les mesures necessaires afin d'encourager et de promouvoir la pratique du sport et de

l'exercice physique dans un contexte familial dans le but d'améliorer, grace a une vie saine, la qualite de

vie.

A47/VR/6

Le groupe de travail OMS/CIO s'est reuni ce matin meme pour identifier les secteurs de cooperation et elaborer des projets auxquels les comites nationaux olympiques et federations internationales seront invites : 31 collaborer. Le CIO a par ailleurs signe des accords de cooperation avec les agences specialisees des Nations Unies telles que PUNESCO, PUNICEF, le HCR et le PNUE afin d'apporter sa modeste contribution a la communaute internationale. Notre mouvement olympique est compose en majorite de jeunes qu'il faut proteger contre les fleaux qui secouent notre societe. D'ou les actions que nous entreprenons en cooperation avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Au sein meme de la structure du CIO, la Commission medicale que preside avec devouement et competence le prince de Merode, ici present, est composee d'experts de tous les continents. Elle a pour taches principales la prevention et la lutte contre le dopage dans le sport, l'accreditation de laboratoires, l'organisation de stages de medecine Sportive et la publication d'ouvrages tels que la serie des encyclopedies de medecine Sportive. Comme je l'avais deja souligne en 1985 devant votre Trente-Huitieme Assemblee mondiale de la Sante, notre Commission medicale procede a des recherches en matiere de biochimie, biomecanique, physiologie, nutrition, osteopathie et chirurgie, specialites relatives au sport. Cette Commission prepare actuellement le Troisieme Congres mondial sur les sciences sportives qui aura lieu a Atlanta, aux Etats-Unis d'Amerique, en septembre de l'annee prochaine. En 1897 - cela fait deja bien longtemps, presque cent ans -, au Congres olympique du Havre, en France, nos predecesseurs, menes par Pierre de Coubertin, avaient choisi le theme "Hygiene et pedagogie sportives". En 1913, a Lausanne, Suisse, ou nous avons maintenant notre siege, un autre congres avait ete organise, axe aussi sur la sante et le sport. Cela prouve que les problemes de sante et le bien-etre de la societe ont toujours ete une des priorites du mouvement olympique.

Pour terminer, le Congres olympique du centenaire qui aura lieu a Paris du 29 aout au 3 septembre prochain aura a traiter entre autres le theme suivant : "Le sport dans son contexte social". Notre commission "Sport pour tous" deploie en outre ses efforts a travers les comites nationaux olympiques et federations internationales pour encourager l'activite physique au sein de toutes les couches sociales. Nous organisons aussi chaque annee dans tous les pays du monde une course populaire a laquelle prennent part les enfants, les femmes et les hommes sans distinction d'age. Le CIO soutient egalement le sport pour handicapes en les associant a quelques epreuves aux Jeux olympiques et aussi aux Jeux d'hiver, mais surtout en favorisant l'organisation des Jeux paralympiques. Je peux vous assurer que sans les Jeux olympiques, il n'aurait pas ete possible d'organiser les Jeux paralympiques.

Il est evident que l'activite physique est une prevention naturelle pour chaque individu. C'est pour cette raison que nous vous invitons a cooperer avec vos ministeres de l'Education nationale et de la jeunesse et des sports afin de developper une politique qui est aujourd'hui celle de l'OMS et du CIO, a savoir "Sport pour tous et sante pour tous".

The PRESIDENT:

Thank you very much, Mr Samaranch, for your inspiring words, your clear vision and your commitment to global health.

I would now like to suspend the meeting for a few minutes in order to allow Mr Samaranch to take

leave of us. I invite delegates to pay tribute to Mr Samaranch for the support he has given this Assembly through his presence and his words to us today. I invite you to applaud him as he leaves. (Applause/Applaudissements)
I shall now ask the second Vice-President to take over the presidency and I accordingly invite
Dr Zahran who has replaced Dr Abdel Fattah El Makhzangi, as agreed.

A47/VR/6

Dr M. ZAI-IRAN (Egypt), Vice-President, took the presidential chair.

Le Dr M. ZAHRAN (Egypte), Vice-President, assume la présidence.

2. DEBATE ON THE REPORTS OF THE EXECUTIVE BOARD ON ITS NINETY-SECOND AND NINETY-THIRD SESSIONS AND ON THE REPORT OF THE DIRECTOR-GENERAL ON THE WORK OF WHO IN 1992-1993 (continued)

DEBAT SUR LES RAPPORTS DU CONSEIL EXECUTIF SUR SES QUATRE-VINGT-DOUZIEME ET QUATRE-VINGT-TREIZIEME SESSIONS ET SUR LE RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'OMS EN 1992-1993 (suite)

The Acting President: :UHJJJI

01%; qfuij man 941,.) QAJ 21 tij1 mfg. tKJLale VLMJ thLqu 95;!

.f-zwlj Ciel! wwl JP mum 44w, WI awe) 5-1331

.fL; am, 95.34; 1215.11ng

Mr NGUYEN VAN THUONG (Viet Nam):

Mr President, Mr Director-General, honourable participants, ladies and gentlemen, may I, on behalf

of the Vietnamese delegation, congratulate the President on his election to this Forty-seventh World Health

Assembly. Our delegation would like to express its sincere thanks to the Director-General for the report

on all the work performed by WHO in the past year. Our Government will follow with determination the

policy of WHO for the objective of health for all by the year 2000.

As you all know, Viet Nam is undertaking a policy of renovation in all fields, particularly in the field

of health care. In the past, effort was made by the Government and the Ministry of Health to set up a

large network of health over the country. It was entirely subsidized by the Government. At the most

peripheral level, the community also contributed to health care by providing houses, manpower and so forth

for their communal health stations, while at district, provincial and central level, all costs were covered by

the Government budget. The private sector did not exist (including in medical and pharmaceutical fields).

From 1989 private practice in medicine and pharmacy was approved by the National Assembly. This

created new problems for the Ministry of Health and many related bodies. Up to the present, there are

more than 6000 private practitioners and 4000 private pharmacies, parallel to the State establishments.

Great effort is being made by the Ministry of Health to involve these private practitioners in national health

programmes, particularly in the control of social diseases and public health. The system of

recording/reporting has to be known and understood by these practitioners in order to have complete

figures for the planning of further activities in various national programmes.

The Ministry of Health and various medical/pharmaceutical associations have been carrying out

activities among practitioners, both in the State-owned and private sectors, to ensure observance of ethical

rules. Indeed, in the course of transformation from the subsidized to the market-oriented system,

inappropriate trends were observed in some places. The overuse of antibiotics was higher in the private

sector than in State-owned establishments, and private practitioners tended to prefer treatment to

prophylactic activities, while the strategy of the Ministry of Health has been built on prophylaxis rather than

treatment.

Ethical problems are also a major concern of the Ministry of Health in the provision of good quality

drugs for the people at all levels as underquality or fake drugs of various origins (locally made or imported)

have been detected by the Ministry of Health. The Bamako Initiative in Viet Nam covers at present 687

communes, totalling more than 2 million inhabitants. By provision of drugs to villagers through the

revolving fund, local people can enjoy good quality drugs, as they come from reliable sources. That is why

in 1994 the number of communes covered will be increased to 2000, with 3 million people.
The Bamako
Initiative has been one of the ways of providing good quality drugs to people at grassroots level.

A47/VR/6

Ethical rules should not only be observed by present practitioners, but should be taught at all medical schools at all levels for future practitioners. Another problem is ethical rules for traditional practitioners: perhaps special or complementary rules should be included regarding these traditional practitioners.

Besides traditional education on ethical rules at medical schools, public awareness should be enhanced through a national movement over the country. In Viet Nam, 27 February has been chosen as the

"Viet Nam Medical Day", to promote and encourage in the medical corps behaviour that accords with the

motto "The medical practitioner should be, at the same time, a good mother for the patient". In addition,

it is proposed that the National Assembly complement the current law on medicine and pharmacy, taking

into consideration ethical regulations, when formulating legislation for the coming years.

Ethical problems are not new in Viet Nam. But in the course of transformation to the new economic

system and with the progress of medical science (organ transplantation), they should be reviewed in order

to establish equality for all vis-a-vis health care.

Mr STEFANSSON (Iceland):1

Mr President, Director-General, distinguished delegates, ladies and gentlemen, on behalf of the

Icelandic delegation I would like to congratulate the President and his fellow officers of this Assembly on

his election and wish him every success in his work.

For the last three or four years Iceland has experienced an economic recession. This downward turn

in our economic fortunes was mainly the result of cuts in fisheries quotas in both 1992 and 1993. These

cuts were necessary as scientific reports indicated that the situation of some of our fish stocks required

stringent conservation measures. As the fiscal deficit was already considerable the Government decided

to meet this downward turn in our economy by fiscal consolidation rather than allow an increase in the

budget deficit.

Consequently the Icelandic Ministry of Health has for the last three years been carrying out various

measures in order to reduce the escalating costs of health care services in the country.

In order to achieve

the necessary cuts we were faced with two options. One was to reduce services or even eliminate existing

health care services. The other was to introduce service charges to a greater extent, that is co-payments

by beneficiaries of these services.

As might be expected, reduction or elimination of services was not considered to be a viable

alternative. Therefore service charges for various health services that had previously been free of charge

were introduced. Furthermore, already existing service charges were increased. Late in 1992 the Ministry

introduced proportional co-payments for pharmaceuticals. Early in 1993 similar proportional co-payments

were introduced for specialists health services. However, the principle of free hospital health care for the

patient has been firmly guarded. Despite these new co-payment rules the Icelandic patient still only pays

around 13% of the total bill for health care and just over 30% of the total cost of pharmaceuticals. In order

to ensure that the service charges for health care do not cause financial hardship for anyone needing care,

an annual payment maximum has been established. Furthermore, special attention has been given to health

care costs of families with many children.

Our experience in 1993 of these new rules of proportional co-payment for both pharmaceuticals and

specialists health care services indicates this to be an effective method to decrease cost without affecting the quality of the care provided.

Another step that has been taken in order to reduce health care costs without reducing the services

is an increased coordination of hospital health care services, not least in the Reykjavik area. Last month

I introduced a new plan of cooperation between the hospitals in Reykjavik and the Reykjavik area. This

plan minimizes the overlapping of the same type of services between these hospitals. Furthermore

negotiations concerning the unification of two of Reykjavik's three largest hospitals are well under way.

In the long run considerable reduction in costs will be achieved by this measure.

1 The text that follows was submitted by the delegation of Iceland for inclusion in the verbatim record in

accordance with resolution WHA20.2.

A47/VR/6

A complete review of the hospital services around the country was carried out in 1992-1993. The

study showed that the hospitals outside Reykjavik for the most part serve as nursing homes. Furthermore

it revealed that those who live outside Reykjavik seek hospital care for more complicated medical ailments

in hospitals outside their home region. The reports conclusions and proposals for a plan of action on the

development of the hospital health care sector are at present being debated and are under active

consideration in the Ministry of Health.

I have recently launched an extensive health promotion project. The goal of the project is to enable

individuals and families to achieve their fullest health potential by taking control of the things which

determine their health and by making choices conducive to health. The goal of the project is also to

strengthen and coordinate various preventive measures in order to promote healthier lifestyles of the

Icelandic people and thus improve their health. This project will be carried out in close cooperation with

the network of health care centres we have established around the country during the last two decades.

This network of health care centres ensures equal access to health care services in rural and urban areas

alike. The health care centres thus provide the whole of the population with equal access to health care

services and form an excellent basis for a health promotion project of this kind.

The Executive Board has invited delegates addressing the plenary meeting to give special attention

to ethics and health. Escalating health care costs and the need to decrease these costs has in many

countries given rise to extensive discussions on the rational and efficient use of resources and in that context

the concept of prioritization. Some of our neighbouring countries have already devised a model on priority

groups for health care services where demand exceeds supply.

As I have already mentioned, equal access to health care services is considered to be one of the

cornerstones of the Icelandic health care system. This means that access to care must not be affected by

age, gender, education, payment capacity, the nature of the disease or its duration. In order to control the

allocation of resources we are examining some of the priority group models used in our neighbouring

countries. Should such models be adopted in our country the following principles will, in my opinion,

nevertheless have to be adhered to: the principle that all human beings are equally valuable and the

principle that resources should be allocated to those fields, activities and individuals where the needs are

greatest.

The Icelandic Government is not alone in dealing with the ethical implications that accompany

allocation of scarce resources to health care services. Active cooperation is called for and exchange of

information is necessary in order to best achieve the goal we all aim at, cutting health care expenditure as

painlessly as possible and with as little reduction in services as possible. I believe that in this effort the

World Health Organization could and should play a central role.

Dr NGEDUP (Bhutan):

Mr President, Director-General, distinguished delegates, ladies and gentlemen, it is a great privilege

and honour for me to attend the Forty-seventh World Health Assembly. My delegation would like to

express the confidence that under the wise and able stewardship of its President, this Assembly will come

to a successful conclusion. We would also like to convey through the President our deep gratitude and

appreciation to the outgoing President and Vice-Presidents.

As a new dawn breaks over South Africa my delegation shares with this august Assembly the joy of

welcoming the resumption of her membership and rightful role in the World Health Organization. We take

this opportunity to wish the people of South Africa every success as they embark on a new era of freedom,

equality, hope and shared prosperity.

In recent years the world has witnessed unprecedented political and socioeconomic changes - some

beyond our farthest imagination. We have witnessed the shattering of ideological, historical and economic

barriers, giving way to freedom, cooperation and integration. Equally sudden has been the manner in which

new walls are being erected and divisive forces are becoming active. Civil strife is on the rise and

. unconscionable acts of violence and cruelty are being inflicted upon innocent people, giving rise to untold

human suffering. Even diseases once controlled are reemerging to challenge the efficacy of wonder drugs.

While medical science and technology have advanced to the level of robotic surgery, test-tube babies and

mind-altering drugs, teeming millions are still craving for basic health care. I do not aim to sound

pessimistic but to remind ourselves of the challenges that still lie ahead and the need to strengthen our will to combat these and to rekindle the hopes of the sick, wounded and deprived. Since the beginning of time, humankind not only learnt to survive through their instincts alone, but evolved with ingenuity, resilience and creativity. However, it also meant "survival of the fittest". As we near the end of this millennium and the birth of the twenty-first century, a world order based on open market economy is being established. While we view this trend positively, it is wary of its impact on the weaker sections of our societies. Structural reforms undertaken by many less developed countries have led to a negative growth in expenditure on basic social services, with disturbing consequences on the health sector. Putting even a nominal price tag on basic services could sometimes take such services beyond the reach of certain sectors of our society. Any consideration in our drive towards health for all by the year 2000 must therefore take careful note of this reality. Against this backdrop, my delegation welcomes and fully appreciates the numerous initiatives taken by the World Health Organization under the dynamic leadership of its Director-General, Dr Nakajima, to achieve our cherished goal of health for all by the year 2000. Indeed, this goal is merely an expression of our collective desire to fulfil one of the basic human rights of our peoples. In a world where rapid changes are taking place, we have always admired the dynamism with which WHO has been able to evolve its role in order to respond most effectively to changing needs and circumstances. We therefore welcome the establishment of a Global Policy Council under the chairmanship of the Director-General. This, we believe, will ensure the continued relevance and effectiveness of WHO. We are particularly gratified to note that the most needy countries are targeted to receive special considerations. In this context, recognizing the critical importance of appropriate technology and manpower capability within the health sector, the importance of technical cooperation among developing countries needs to be fully emphasized. The concept of essential drugs and vaccines, as promoted by WHO, forms the basis for one of the main strategies of our primary health care programme. In Bhutan, we have developed a basic framework for the efficient and equitable supply of free drugs to all communities throughout the kingdom. The Royal Government is in the process of formulating the Medicines Act and establishing a Drug Control Administration Board to ensure the quality and control of sale of drugs by private dealers. In this context, we welcome the recommendations of the consultation on WHO ethical criteria for medicinal drug promotion. WHO may wish to consider translating some of these experiences into models that could be incorporated into national drug regulations. On the question of communicable diseases, we have noted that several activities have been initiated under the auspices of the Global Programme on AIDS in the last few years. I am happy to inform you that the Medium-Term Plan I of the Bhutan National STD/AIDS Programme is being implemented successfully. AIDS is a growing public health problem that threatens to undermine the health care services in many of the developing countries. Not only are hospitals in some of the less developed countries being overwhelmed by the burden of high and alarming proportions of AIDS patients, but the very process of socioeconomic development in these countries appears to be threatened and certainly impeded by this dis

ease. We

welcome the report on the actions taken to develop and establish a joint and cosponsored United Nations

Programme on HIV and AIDS. Given the urgency and the complex nature of this programme and in the

interest of avoiding duplication of efforts, my delegation would like to recommend that the programme be

administered by WHO.

Tuberculosis has become a global emergency. Not only in the developing countries, but even in the

highly industrialized countries, the disease is making a comeback. Serious and combined efforts are

required by all nations to combat this scourge. In this regard, we are pleased to note that the Executive

Board has approved the decision of the Director-General to establish a special account for tuberculosis

within the Voluntary Fund for Health Promotion.

Leprosy is also another major health problem. In this regard, the results of a vigorous effort, shown

in the progress report of the Director-General is very encouraging. We are happy to report that this

ailment, which is equally a social disease has been virtually eliminated in Bhutan.

May I now briefly touch on the central theme for this year's Technical Discussions, "Community

action for health". The Alma-Ata Declaration clearly called for international commitment to community

action for health. However, the application and outcome in this respect has not been encouraging. The

increasing cost and the limited resources available to meet the growing demands for health care underscore

the need for a more effective application of community action for health, especially for the developing

A47/VR/6

countries. We are convinced that without the involvement of the community as partners in the health care system, the goal of health for all by the year 2000 is not attainable. Nor will the health care system in our countries be cost effective and sustainable. Moreover, with the onslaught of HIV/AIDS, the active participation of the community in bringing about changes in behaviour cannot be overemphasized.

Bhutan stands fully committed to the concept of community action for health. Since the late 1970s

the Royal Government has followed a conscious and consistent policy of fully integrating active community participation in all aspects of socioeconomic development under the policy of decentralization. Convinced

that it is the villager who is most sensitive to the needs of the village and confident in the collective genius

and wisdom of the community to devise the most effective and sustainable strategies towards fulfilling those

needs, our national five-year plans are always initiated at the grass-root level. Community action for health

in Bhutan is being promoted through village health workers, the programmes for rural water, sanitation and

smokeless stoves and other health-related activities. In this regard, women are playing an equally important

role. I am confident that the outcome of the Technical Discussions will act as a catalyst to further

strengthen community action for health and to achieve a more cost-effective, efficient and sustainable health

system within the Member countries.

WHO and its partners have achieved tremendous successes in combating major diseases in the last

few decades. Through their leadership and unflagging efforts, smallpox has disappeared from the face of

the earth, and mortality from diarrhoeal and vaccine-preventable diseases have declined significantly. Yet

much more remains to be done. There are still many scourges such as AIDS and the appearance, of drug-

resistant pathogens. We are confident that WHO, with the support of international, bilateral, multilateral,

and nongovernmental organizations and other agencies, will continue to combat these health problems.

It would be remiss on my part if I were not to remember with gratitude and appreciation the

invaluable role of our former Regional Director, Dr U K0 K0, in strengthening the health services in our

Region. Dr K0 K0 was particularly sensitive to small, landlocked countries like Bhutan. In the same vein,

we are happy to welcome our new Regional Director, Dr Uton Muchtar Rafei. I am confident that, with

his intimate knowledge and experience of all the countries in our Region, he will guide the South-East Asia

Region towards achieving the goal of health for all by the year 2000. I would also like to take this

opportunity, Mr President, to convey the sincere gratitude of the Royal Government and the people of

Bhutan, to WHO, the international and other agencies, and donor countries, which all provide invaluable

assistance for the enhancement of the quality of life of the people of Bhutan through better health care.

The Acting President: :WJJI

0; u... \$43.... .53., gJJI you L95)?- thjah. 09w: Lets 51; 9.1,, our, Jim 15.21

JPQQJQ Gym 413; 6211 mm! 27,31,931lequ5 930;?! deg! mug; SUNSH aggw J33:

UJJJI tyne L951? .93; tagljghyl L,_,_,_& MI Mu; .JWI .gJL. sg_hijl 939,37 g3

.LMJI 6.3; ?&be 551\$qu 4,35 m3) ,gjlj ,wh. tawny. trawl

gwag mm 1,5; Jab? w) 3);; t.) UM-Ji, ,mu L95)? 93w w: gm 0?!

.yu L2,..SJ3, 9,444, 4%)!

M. DABIRE (Burkina Faso) :

Monsieur le President de Seance, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le Directeur

general de POMS, honorables delegues, Mesdames, Messieurs, le message que je vais lire ic

i, je le ferai au
nom des quelques pays africains qui ont été amenés récemment à se réunir dans un cadre in
formel pour
faire face à une situation nouvelle. Il s'agit d'abord des quatorze pays de la zone franc
africaine qui, suite
à la dévaluation du franc CFA, se sont réunis à Abidjan pour définir et adopter des résol
utions en matière
de politique des médicaments. Cette initiative de la Côte d'Ivoire a permis d'obtenir des
résultats qui sont

A47/VR/6

allés au-delà de nos espérances puisque nos recommandations viennent d'être adoptées par quatre autres pays présents à la rencontre d'Evian pour une concertation sur les médicaments. C'est donc en son nom de dix-sept pays africains, appartenant pas à la zone géographique correspondant à la Région africaine de l'OMS, qui ont décidé spontanément de se réunir pour étudier en commun leurs problèmes de santé. Je prie, que j'ai l'honneur de prendre la parole devant cette Assemblée.

Auparavant, ferais-je rappeler le nom de ces pays qui sont les suivants : République du Bénin, Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon, Congo, République centrafricaine, Mali, Sénégal, Tchad, Niger, Guinée équatoriale, Togo, Burkina Faso, Burundi et Madagascar. La plupart de ces pays appartiennent à des organismes ou programmes régionaux de santé publique, et sont donc habitués à connaître une approche sous-régionale des problèmes de santé. Il s'agit notamment de pays membres du programme de lutte contre l'onchocercose en Afrique de l'Ouest, de l'Organisation de Coordination et de Coopération pour la Lutte contre les Grandes Endémies en Afrique de l'Ouest ou de l'Organisation de Coordination de la Lutte contre les Endémies en Afrique centrale. C'est donc à la fois un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole au nom de tous ces pays pour vous faire part de nos préoccupations en matière de santé, et vous signaler quelques points sur lesquels la communauté internationale de santé doit focaliser ses efforts.

Mais avant cela, je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour adresser au Président, au nom de tous mes collègues ministres de la santé et en mon nom personnel, mes vives félicitations pour sa brillante élection à la présidence de la Quarante-Septième Assemblée mondiale de la Santé. Je joins tout naturellement à ces félicitations les Vice-Présidents qui ont l'honneur de le seconder dans l'accomplissement de sa mission.

Je voudrais également saluer la délégation de la République d'Afrique du Sud qui, après trente années d'absence, vient de retrouver sa place au sein de notre Assemblée. Sa présence aujourd'hui à cette session est le symbole de la victoire de toute la communauté internationale sur l'apartheid. C'est également l'occasion pour nous de regretter très fortement la situation qui prévaut au Rwanda et au Burundi. L'ensemble de la communauté internationale est interpellé pour faire cesser les massacres qui dévorent ces peuples et apporter toute l'aide nécessaire à l'amélioration de la situation sociale et sanitaire des populations rwandaises et burundaises.

Le monde en général et l'Afrique en particulier sont aujourd'hui confrontés à une crise de santé d'une ampleur sans précédent caractérisée par : premièrement, la réapparition de maladies comme le paludisme, la trypanosomiase et même la tuberculose que l'on croyait éradiquée dans les pays développés ; deuxièmement, la détérioration croissante des infrastructures de santé et la dégradation des prestations de soins dues à la baisse des budgets de santé et à la pénurie des médicaments ; troisièmement, l'apparition et l'augmentation rapide des cas de SIDA dont les conséquences socio-économiques sont particulièrement graves pour le continent africain. Cette crise de la santé, se trouve aggravée notamment par la persistance de la récession économique mondiale qui inhibe les efforts entrepris par nos gouvernements pour transformer radicalement la situation sanitaire dans nos pays respectifs.

La plupart des délégués à la présente session se souviennent des efforts importants d'ici

ployés par nos

Etats pour renforcer les soins de santé primaires dans nos pays grâce à la mise en œuvre de stratégies

fondées principalement sur la décentralisation des services de santé, la participation communautaire et tout

le processus gestionnaire et au financement des services de santé, et l'accessibilité géographique et

financière des médicaments.

C'est dans ce contexte que par la volonté et la décision politique de nos gouvernements

pour améliorer la situation sanitaire de nos pays, est intervenu le réajustement de la parité de notre monnaie

commune vis-à-vis du franc français, je veux parler de la dévaluation du franc CFA actuelle

le 12 janvier 1994 à Dakar, dont l'une des conséquences immédiates est la dégradation encore plus grande

de la santé dans nos pays. Cette dégradation est essentiellement marquée par le renchérissement des prix

des médicaments, notamment des spécialités pharmaceutiques, le prix des équipements et la marginalisation

des couches sociales les plus défavorisées et les plus vulnérables. Malgré l'engagement de

leurs partenaires au développement à mettre en place des mesures d'accompagnement pour atténuer les

effets sociaux de la dévaluation, ces pays africains auront du mal à maintenir une accessibilité satisfaisante

des populations aux soins de santé

Le droit à la santé et l'objectif de développement durable de la santé, pour tous exigent des efforts soutenus de nos

pays dans le cadre d'une coopération internationale. Notre coopération technique avec l'OMS nous est précieuse

A47/VR/6

grand profit. Elle nous a permis de consolider nos programmes opérationnels en faveur de
s régions

p(riphe'n-iques et des populations à haut risque qui sont les enfants, les femmes enceintes
et allaitantes et
les personnes âgées.

A situation nouvelle, politique nouvelle : l'Organisation des Nations Unies en général et
l'Organisation mondiale de la Santé, en particulier ont su aborder, et à temps, le virage
nécessaire pour

s'adapter aux changements mondiaux. Le rapport du Directeur général sur les mesures d'urgence
prises et 51

prendre nous donne des raisons d'espérer en ce qui concerne l'efficacité et l'efficience futures
de notre

Organisation dans l'accomplissement de sa mission. Il convient ici d'adresser nos félicitations
à M. le

Directeur général de l'OMS pour la qualité remarquable du rapport d'activités. Qu'il nous
présente.

Il me plaît, du haut de cette tribune, de saluer l'action de la communauté internationale
qui s'est

investie dans le développement de l'Afrique, tout en l'invitant à poursuivre ses efforts plus
encore que par

le passé pour permettre à ce continent confronté à de nombreux défis de les surmonter
pour le bien-être

de nos populations. Le développement et la mise en œuvre de la coopération technique entre
pays en

développement (CTPD) dans le secteur de la santé, constituent en cela une priorité, pour
nos pays africains,

surtout en ce qui concerne la production, l'importation et la distribution de médicaments
essentiels dans

ce nouveau contexte de dévaluation du franc CFA. Pour y arriver, nous devons surmonter les
obstacles liés

à la circulation d'information entre les pays et surtout au manque de sensibilisation
des pays aux

possibilités qu'offre la CI-92 pour le développement de la santé.

Mais la recherche de solutions pour sortir de la crise socio-sanitaire et économique doit
être avant

tout l'affaire des communautés. C'est pourquoi je salue le choix du thème des discussions
techniques de la

présente Assemblée "l'action communautaire en faveur de la santé".

Nos différentes politiques nationales de santé qui placent les communautés au centre
de leur

développement sanitaire, ont permis une plus grande participation des populations aux
prises de décision

et à la gestion des structures et des programmes de santé, à travers les organisations
de santé

communautaires. Après l'importance de la participation financière des populations aux frais de
consultation, les

activités seront (allongées) à la stratégie de renforcement des soins de santé primaires
à travers le

recouvrement du coût des médicaments essentiels rendus disponibles dans les structures de
santé et donc

plus accessibles aux populations. Ainsi semblent se dégager des axes de réflexion de moyen
et que les moyens

doivent être mis en œuvre pour le financement du système de santé. Les États fournissent un appui
financier

indispensable à l'action communautaire en faveur de la santé en participant à la formation
des membres des

communautés de base, en augmentant le budget consacré aux médicaments et en dotant les districts
sanitaires de crédits nouveaux pour la maintenance des infrastructures et la formation continue
des agents

de santé

Je félicite le Conseil exécutif pour le choix judicieux des programmes contenus dans le rapport
du

Directeur général, et qui feront l'objet de résolutions. En outre, la mise en œuvre des
résolutions sur

l'élimination du tétanos et la lutte contre la rougeole, l'éradication de la dracunculose,
l'élimination de la

leishmaniose et le problème de santé publique, la lutte contre l'onchocercose par la distribution
de

ivermectine, la mise en œuvre de ces résolutions, dis-je, permettra, j'en suis persuadé

, de faire un grand pas vers l'objectif de la santé pour tous. Les résultats obtenus par le programme de lutte contre l'Onchocercose en Afrique de l'Ouest sont l'aboutissement d'une coopération sous-régionale et internationale qui doit servir d'exemple dans le futur. La réunion ministérielle sur le peuplement et le développement durable des zones libérées par l'Onchocercose, tenue à Paris les 12, 13 et 14 avril 1994, illustre le fait que la santé, au-delà du bien-être physique et mental est également le fondement même de l'activité économique.

L'amélioration de la santé peut ainsi contribuer effectivement à la croissance économique en permettant d'exploiter des ressources naturelles qui, situées dans des zones infectées de vecteurs d'agents pathogènes, étaient totalement ou largement inaccessibles; elle libère à d'autres fins les ressources qui auraient pu servir à soigner les malades. Selon le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 1993, les retombées économiques de l'amélioration de la santé sont particulièrement importantes dans les couches pauvres de la population, habituellement plus sujettes que les autres à la maladie et qui ont plus à gagner à mettre en valeur des ressources naturelles insuffisamment exploitées. Ainsi, lutter contre la pauvreté, c'est également lutter pour la promotion de la santé car la relation étroite entre le développement économique et la santé, notamment celle des pays les plus vulnérables, est un enjeu central qui, rappelons-le, est la base du Sommet mondial pour le développement social prévu à Copenhague en 1995.

A47/VR/6

mars 1995. DOMS a le devoir d'inviter les Etats Membres a considérer la santé comme indicateur et partie integrante de leur développement économique, suite au rapport de la réunion du groupe special pluridisciplinaire de POMS qui s'est tenue a la Carnegie Corporation, 51 New York (Etats-Unis

d'Amérique), du 7 au 9 décembre 1993.

J'achèverai mon propos en parlant d'hygiène et de santé dans le cadre de l'approvisionnement en

médicaments. Comme relatés, au début de mon exposé, les pays africains de la zone franc connaissent depuis

quatre mois un problème d'accessibilité financière de leurs populations à des produits pharmaceutiques

devenus trop coûteux à cause de la dévaluation du franc CFA. Une des voies que nous explorons pour

mettre les médicaments à la portée de nos populations est l'acquisition de produits génériques et de

spéciaux, les médicaments en conditionnement hospitalier. Nous devons être très vigilants et exigeants

pour la qualité: des produits génériques qui sont distribués dans les pays en développement; ces produits

doivent être utilisés par les pays exportateurs et aussi avoir la certification de POMS. L'adoption du projet

de résolution, par la présente Assemblée, sur la révision et l'amendement des bonnes pratiques de

fabrication de produits pharmaceutiques de POMS, nous permettra, j'en suis persuadé de faciliter et de

rendre le commerce international des produits pharmaceutiques plus sûr.

Les Gouvernements des pays africains membres de la zone franc, du Burundi et de Madagascar

exprimeront leur gratitude à la communauté internationale et expriment le souhait que les conclusions de nos

assises contribueront de façon déterminante à la sensibilisation des populations, des organisations

gouvernementales et non gouvernementales, et des institutions internationales pour que la santé occupe

la place qui lui revient dans le processus de développement socio-économique.

The Acting President: M. W. S. J. J.

. 45.5% 01 LWL, cam gun JM 5541, (mu L95)? 954:4 1.321

was gm 1:331: J54." 04 24W 9.5.. q? gm, 091,349) 93M ,3 gJLSJI LWI

w.- wjm 35513 L.-., 9191; ,ng ursmw Juggs- .stusz r1. :943 61mg: 1.3ng 6n

.NJ W! gum 04 091.41 34-...11 WJI 945w .deJI

61L J: 1,2; J95! w) 2,1; 5.1: 9,41 wa gm wigm 93w mm 2,261 03!!

'JsdJ' w 445w LL? g'gLQQLr-H

.LJSJI fSJ UMIJDM 954.34 WI

El Dr. SAMAYOA (Honduras):

Sel'lor Presidente: Lo felicitamos por la honrosa elección de que ha sido objeto. Como representante

centroamericana que durante muchos años tuvo enfrentamientos armados venimos a esta magna

Asamblea Mundial de la Salud a presentar nuestras inquietudes, realidades y planteamientos, considerando a la

salud como prioridad dentro de los problemas del mundo y en particular de Centroamérica, siendo el agua

y el medio ambiente primero uno para nuestro desarrollo agrícola, industrial y de la salud a través de su

conservación, uso y tratamiento.

Hoy, cuando la lucha armada ha casi desaparecido en nuestros países, el reto es lograr la paz social

y la salud, como su pilar fundamental, para beneficio de los grupos más vulnerables. No hay justicia sin

equidad de salud y también las nuevas dolencias de la humanidad y las presiones que éstas ejercen en todos

los países desarrollados y subdesarrollados nos hacen reflexionar en que se pueden desbordar los sistemas

mejor organizados ante patologías como el SIDA, que actualmente nos hace sentir impotentes. Debemos

orientar nuestro plan de prevención en un enfoque multisectorial definido en tres grandes objetivos:

1) prevenir la transmisión del VIH; 2) reducir el impacto por VIH y SIDA en el individuo,

grupos y
sociedad; y 3) movilizar y unificar esfuerzos y recursos nacionales e internacionales para la lucha contra esta epidemia. De esta manera se han desarrollado campañas para interrumpir la transmisión sexual del VIH en Centroamérica: promoviendo el desarrollo de una sexualidad responsable en adolescentes y

A47/VR/6

modificando los comportamientos en los grupos con conducta de riesgo; educando a la población a través de los medios masivos de comunicación; promoviendo el apoyo de la comunidad organizada; y mejorando el control de las enfermedades de transmisión sexual, para interrumpir la transmisión perinatal evitando la infección en mujeres en edad fértil y los embarazos en las infectadas. Los gobiernos de Centroamérica estamos sumamente preocupados por el incremento del número de casos infectados por VIH/SIDA. Nuestros principales objetivos son impedir la transmisión, reducir el impacto y movilizar a los países centroamericanos en su conjunto para hacerle frente a este grave problema. Necesitamos fortalecer los procesos educativos, controlar las enfermedades de transmisión sexual, mejorar la participación comunitaria, gestionar las acciones en bloque de las iglesias y reducir el impacto de la enfermedad y la infección; hacemos un llamado a la solidaridad internacional para seguir cooperando con nosotros y ayudarnos a enfrentar esta grave crisis. El cólera ha hecho de nuestra región una víctima más del continente y nos hace recordar que la educación y la salud son dos sectores sociales que no deben separarse; y no se deben escatimar esfuerzos en campañas educativas frecuentes, intensas, focalizadas para combatir y superar los fuertes aspectos culturales, de lenguaje y las dificultades geográficas y de comunicación que hacen de los brotes del cólera una constante amenaza mortal. No podemos más que decir que el cólera solo se cura teniendo agua segura. Algunos hermanos del área, como Costa Rica y Panamá, tienen resultados alentadores y gratificantes en su campaña de mejorar el agua para sus conciudadanos, pero aún así el cólera esta amenazante. La falta de agua segura, la escasa alfabetización y una deficiente educación nos hacen un blanco propicio para este flagelo de la humanidad. Los apoyos financiero y técnico de la OPS/OMS son y son factores determinantes en la lucha contra estas enfermedades del subdesarrollo como el cólera. La Iniciativa de Salud para Centroamérica ha hecho reunarnos y estrechar más nuestros lazos de hermandad, resolviendo muchos conflictos, convirtiéndonos en un ejemplo para la comunidad mundial. En salud la RESSCA (Reuniones del Sector Salud de Centro América) ha organizado varias campañas simultáneas contra enfermedades inmunoprevenibles como son 13. poliomielitis, el sarampión, la difteria, el tétanos, la tuberculosis, y sobre la dotación de micronutrientes como la Vitamina A. Hemos empezado a ver resultados significativos en la erradicación de la poliomielitis, confirmando, a través de la certificación de OPS, y más recientemente en Honduras, que no existe poliomielitis desde hace cuatro años. Lo anterior es simplemente la consecuencia de una cobertura de vacunación en más del 90% en el territorio centroamericano. La niñez es un objetivo primordial, y así como estamos combatiendo las enfermedades inmunoprevenibles damos seguimiento a lo estatuido en la Conferencia Internacional sobre Nutrición que señala los compromisos básicos que deberán cumplir los Estados para combatir el hambre y las muertes por hambre, la inanición y las enfermedades por carencias nutricionales y las deficiencias específicas de yodo, hierro y vitamina A. Las políticas de seguridad alimentaria de nuestros países deben reorientar geográficamente, técnicamente y financieramente los programas de asistencia alimentaria, principalmente en el área materno-infantil, considerando la extrema pobreza como el indicador fundamental para tratar la marginalidad y las carencias

de los grupos más vulnerables. Por lo tanto, en el gasto social reorientado se plantea la necesidad de visualizar el agua como elemento integrador de la producción de alimentos, del desarrollo agroindustrial y de garantía en gran medida de la inocuidad de los alimentos para que en una aproximación sucesiva se alcance un saneamiento adecuado que contribuya a la salud de la población.

En referencia a la lactancia materna, en la Declaración de Innocenti se insta a los gobiernos a promover la lactancia natural en todas las mujeres, y lograr adhesión y apoyo a la movilización social de todos los sectores. Deben constituirse organizaciones privadas de desarrollo ligadas a la promoción de la lactancia natural que aboguen por que no se consuman productos industriales que van en detrimento de la lactancia natural. Sin embargo, estas acciones han tenido un bajo nivel de impacto y muy bajas coberturas geográficas y poblacionales.

En los países en desarrollo, la tuberculosis sigue siendo de alta prevalencia; ésta debe considerarse como problema prioritario y explicitarse en las políticas nacionales de salud. Se deben continuar las actividades de evaluación subregionales y regionales e introducir en ellas el componente de discusión y elección de estrategias para el control de la tuberculosis. Debe darse apoyo técnico y financiero a las investigaciones en tuberculosis identificadas como necesarias por cada país.

La racionalización del uso de los medicamentos tiene una dependencia directa de la promoción que de ellos se realiza, y los criterios (éticos) que deben enmarcar esta promoción son una responsabilidad no

A47/VR/6

5610 de los ministerios de salud pública sino también de la industria farmacéutica, de los prescriptores, dispensadores y de los consumidores. Ante esta problemática común en los países de Centroamérica, se está trabajando conjuntamente para adoptar formalmente los criterios (-Éticos de la OMS y realizar investi-

gaciones que permitan valorar con mayor precisión la situación existente.

En el marco del programa de modernización de los sistemas de salud de Centroamérica se define la

necesidad de coordinar la cooperación externa, brindándole al nivel local un rol protagónico en la definición

de necesidades de esa cooperación. En ese sentido, es pertinente que las directrices y recomendaciones

sobre cooperación técnica entre los países en desarrollo (CI/PD) surjan desde ese nivel y se consoliden

a un nivel central institucional para su debido seguimiento por la instancia atinente. En cada continente

debería establecerse un mecanismo internacional de apoyo y seguimiento a las necesidades de CTPD, tal

cual son las reuniones de ministros y cumbres de presidentes; podría ser una función específica de una

subsecretaría, dirección general o oficina de relaciones internacionales de cada país, para presentar los

resultados de las evaluaciones periódicas de la CFPD. La agilización de fondos de organismos internacio-

nales destinados a la CI/PD es un factor clave para la movilización de recursos humanos que tengan la

capacidad demostrada para ofrecer asistencia técnica. Muchas gracias.

El Dr. MAZZA (Argentina): -

Sefior Presidente, señor Director General y distinguidos delegados: Permitame felicitarle, señor

Presidente, con motivo de su elección y por sus palabras de apertura. También felicito al señor Director

General, Dr. Nakajima, por su gestión al frente de la OMS y por haber iniciado y puesto en marcha el

proceso de reforma que consideramos necesaria para superar con eficiencia los problemas prioritarios que

afectan negativamente el nivel de calidad de vida y salud de la población. En este sentido, queremos

destacar del informe del Director General que los cambios propuestos no son una mera reforma estructu-

ral, sino además una profunda reorientación programática.

Con satisfacción hemos escuchado la enumeración de actividades propuestas por el Director General

con el fin de avanzar en forma positiva, dando respuesta a los constantes desafíos que afronta el sector.

También queremos expresar en esta oportunidad la satisfacción del pueblo y Gobierno argentinos

ante la incorporación plena de la República de Sudáfrica a la Organización Mundial de la Salud, muestra

evidente del constante avance de la democracia en nuestros países.

El creciente aumento demográfico, el envejecimiento de la población, la concentración urbana, la

desocupación y la pobreza en algunas regiones del mundo, así como en algunas de ellas la reaparición del

padecimiento de la difteria y el incremento de la tuberculosis en muchas de ellas, entre otras patologías y

realidades sanitarias, exigen un urgente replanteo de los sistemas de salud.

El avance del SIDA, que supera las fronteras de cada país para transformarse en un problema

mundial de gran repercusión sociocultural y efectos negativos para el desarrollo económico y social, merece

un tratamiento específico. Frente a este flagelo resulta de fundamental importancia mejorar la articulación

y complementación entre los países.

Debemos concentrar todos nuestros esfuerzos para combatir el SIDA y sus consecuencias, y por ello

nuestro país apoya firmemente la idea de promover un programa de nivel mundial orientado por la OMS,

que coordine el uso racional de los recursos provenientes de organismos internacionales,

organizaciones

no gubernamentales e instituciones colaboradoras, sin que ello limite la posibilidad de los países de imple-

mentar y desarrollar sus propios programas nacionales.

Otro problema que queremos destacar es el aumento de la violencia social en el mundo y sus graves

consecuencias con efecto multiplicador sobre la morbilidad, que agravan además los serios proble-

mas sanitarios existentes. El año pasado, en este mismo foro, señalamos la necesidad de actuar rápida-

mente contra dicho peligro y destacábamos la necesidad de una acción conjunta con el objetivo de dismi-

nuir todo tipo de violencia proponiendo la participación activa de la Organización como instrumento

estratégico y motivador.

La Argentina ofrece la posibilidad de concretar acciones de cooperación técnica internacional con

el fin de contribuir, dentro de nuestras posibilidades, a alcanzar la ambiciosa meta social de salud para

todos en el menor tiempo posible y al menor costo económico y social, en el marco de las políticas

sustantivas e instrumentales de salud, aprobadas por primera vez en la República Argentina hace dos años

por decreto del poder ejecutivo nacional.

A47/VR/6

El señor Presidente de la Nación, Dr. Carlos Salil Menem, ha propuesto la creación de un cuerpo internacional de lucha contra el hambre, que denominamos ((cascos blancos)) que estaría destinado no solamente a combatir el hambre sino también a contribuir al desarrollo social y al mejoramiento del estado sanitario.

Basados fundamentalmente en la posibilidad que ofrece el momento histórico que está viviendo la

Argentina, con plena vigencia de las libertades individuales e institucionales, con una democracia participativa y pluralista y con estabilidad económica, entre otros hechos significativos, hemos continuado avanzando internamente en la transformación del rol del sector de la salud en el Estado moderno, colocando al hombre argentino y a su familia como eje, objeto y sujeto de la acción del Gobierno, que está comprometido en alcanzar en el menor tiempo posible esa ambiciosa meta social de la salud para todos.

También en busca de la equidad, hemos intensificado la acción sanitaria destinada a disminuir los riesgos evitables de enfermar y morir, privilegiando actividades de promoción y prevención de la salud y prevención de la enfermedad, como un modo de corregir muchos de los grandes problemas de salud, olvidados en nuestros países. ,

Hemos hecho mucho hasta la fecha pero todavía falta un largo camino por recorrer y estamos

seguros de poder concretarlo gracias al continuo y permanente estímulo y apoyo que nos brindan, tanto la

Organización Mundial de la Salud como la Organización Panamericana de la Salud y otras entidades internacionales.

Todo sistema de salud debe estar al servicio del hombre, y en tal sentido la tecnología debe ponerse

también al servicio del hombre. Por consiguiente, los sistemas deben adecuarse primordialmente a este principio.

No cabe duda de que debemos congratularnos por todos los beneficios que reporta para las ciencias

modicas el avance tecnológico, pero tampoco existen dudas en la responsabilidad que debemos tener en

la incorporación racional de la tecnología, de acuerdo con las necesidades y posibilidades del medio y,

fundamentalmente, con la implementación y desarrollo de la tecnología apropiada en la organización de

los sistemas de salud.

Un paso importante en nuestro país ha sido la creación de la Comisión Nacional de Bioética,

integrada en forma interdisciplinaria y multidisciplinaria por funcionarios del Ministerio de Salud, y por

representantes de la Corte Suprema de Justicia de la Nación, de las comisiones de salud del Congreso

Nacional, de la Academia Nacional de Medicina, de la Asociación de Facultades de Medicina de la

Confederación Médica de la República Argentina, y destacados especialistas y expertos en la materia, entre

otros. .

Una de las primeras actividades desarrolladas fue la creación y reglamentación del funcionamiento

de los comités hospitalarios de ética médica, que han sido incorporados al programa nacional de garantía

de calidad de la atención médica, uno de los principales instrumentos implementados con el fin de mejorar,

con una visión sistémica, los distintos aspectos que interactúan en el cuidado de la salud de la población,

que existe en nuestro país y cuyo marco normativo regula no solamente a las entidades prestadoras, sino

también a las financiadoras de la atención médica, incluido el subsistema de la seguridad social.

Hemos desarrollado el modelo del hospital público de autogestión, con el fin de recuperar para el hospital el prestigio institucional perdido como resultado de largos años de políticas erráticas.

El hospital público de autogestión tiene, como objetivos fundamentales, mejorar la eficiencia y calidad del proceso técnico-administrativo de gestión institucional, ampliar la accesibilidad y extensión de cobertura de atención médica a la población y aumentar significativamente sus aportes financieros mediante la efectiva descentralización, la programación local, la participación social y la articulación y complementación con otros servicios públicos y/o privados, y el pago obligatorio y automático por parte del sistema de seguridad social, en nuestro país ((obras sociales), cuyos beneficiarios utilicen libremente los servicios del hospital. Esta misma obligatoriedad de pago se extiende a los sistemas privados de cobertura médica.

Este pago obligatorio y automático tiende a lograr una mayor solidaridad en el sistema, a generar el pago de las prestaciones de los que tienen algún tipo de cobertura, en beneficio de la población sin otra cobertura. De este modo, mediante una estrategia solidaria pretendemos mejorar la equidad, la accesibilidad y fundamentalmente la universalidad de los sistemas de servicios de salud de nuestro país.

De este modo, el hospital público de autogestión se transforma en un elemento altamente calificado y eficiente, que tiene en sus áreas programáticas y en la atención primaria de salud la puerta de entrada a un sistema de servicios de salud más complejo, organizado por niveles de complejidad creciente.

A47/VR/6

Otro aspecto importante de destacar es la necesidad de realizar un análisis profundo de algunos avances científicos y tecnológicos que, por los problemas éticos, morales y legales que generan, exigen por sus consecuencias, no siempre esperadas, controles y cierto grado de limitaciones por parte de la autoridad sanitaria de aplicación.

En tal sentido, estamos convencidos de la necesidad de recuperar en todos sus aspectos la responsabilidad ineludible de todos y cada uno de los integrantes del equipo de salud, y en todos y en cada uno de los niveles de la organización sanitaria, el respeto a las pautas y valores culturales de la sociedad y las normas morales, éticas y legales vinculadas con el ejercicio profesional.

En definitiva, basados en las orientaciones programáticas y estratégicas promovidas por la OMS y la

OPS, hemos iniciado una larga etapa de profundas transformaciones del sector de la salud en nuestro país, que tienen al hombre como eje de la acción sanitaria y a la salud de la comunidad en su conjunto como la imagen objetivo deseada en el marco de la justicia social.

Por ello, felicitamos muy especialmente al señor Director General, a los cuerpos directivos y a la

Secretaría, por promover la discusión sobre la ética en el campo de la formación, organización y administración de servicios de salud, solicitando orientar en el futuro las investigaciones, con el fin de aportar nuevas ideas y propuestas orientadas a mejorar la equidad y la eficiencia en los sistemas de salud de todos los países del mundo.

Le Professeur FOFANA (Guinea) :

Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Présidents, Monsieur le Directeur général, honorables

de la Guinée, Mesdames et Messieurs, la délégation guinéenne voudrait apporter sa modeste contribution aux

travaux de la Quarante-Septième Assemblée mondiale de la Santé : qui se tient à un moment

particulièrement difficile, marqué par une conjoncture (économique défavorable et par divers conflits qui

aggravent la situation socio-sanitaire dramatique des pays en voie de développement, notamment ceux

de la Région africaine. De même, la solidarité internationale a tendance à décliner vis-à-vis des pays

africains. À un moment où ceux-ci sont rendus vulnérables par les mesures d'ajustement structurel et les

troubles sociaux engendrés par le processus de démocratisation. Mais la délégation constate néanmoins que ces

différents aspects de la crise socio-économique mondiale ont été pris en compte dans les rapports du

Conseil exécutif et du Directeur général.

Face au budget ordinaire et à la croissance et à la persistance de compressions budgétaires, le

Directeur général de l'OMS devrait continuer à rechercher les moyens susceptibles de permettre à notre

Organisation de mener correctement les activités prioritaires. Cet aspect devrait être pris en compte dans

la restructuration de l'OMS qui doit renforcer "son rôle d'autorité directrice et coordinatrice" des activités

de santé : en vue "d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible". L'OMS devrait

également reprendre son rôle de "leadership" sur le plan technique en matière de santé

Mais la délégation appuie fermement les recommandations du Conseil exécutif relatives à la planification

et à l'établissement du programme commun coparrainé des Nations Unies sur le VIH/SIDA basé sur l'OMS

et administré par elle. En effet, une coordination efficace de toutes les ressources disponibles est

primordiale pour accélérer les activités de recherche et de lutte contre le VIH et le SIDA, pandémie qui

ne cesse de progresser en Afrique au sud du Sahara. La Guinée compte 1111 total cumulé, d

e 1987 au

premier trimestre dc 1994, de 1147 cas de SIDA confirmcis, dont 30 % de femmes et 25 % dy enfants. La

mise en oeuvre du programme \$1 moyen terme de lutte contre le SIDA et les maladies sexuel lement

transmissibles se poursuit convenablement malgr6 quelques difficult6s de financement des activiteis sur le

terrain. Le prochain programme coparraini, de lutte contre le VIH/SIDA devra davantage me ttre Paccent

sur la recherche dyun vaccin efficace contre le VIH. La recrudescence inquiifzante de la tuberculose face

51 la pand6mie de SIDA n6cessite Papplication de la nouvelle initiative de POMS avec Pado ption de

nouvelles lignes directrices pour la lutte antituberculeuse. Mon d&partement poursuit la mise en oeuvre du

programme national de lutte contre la tuberculose en l,inuagrant progressivement aux acti vit6s de lutte

contre la I&pre et aux soins de santc': primaires.

En ce qui concerne la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant, ma d6k\$gation appu ie la

r&solution r&affirmant la sup6riorit6 du lait maternel en tant que norme biologique pour Palimentation du

nourrisson. Le Ministere de la Santci publique et des Affaires sociales est en train de f inaliser 1e document

relatif :31 la politique nationale et au plan dyaction en matiE:re de nutrition. UAssocia tion des Femmes pour

16

A47/VR/6

la Promotion de l'Allaitement maternel et la Nutrition infantile, organisation non gouvernementale nationale (ONG), même d'ici des activités de soutien à l'Allaitement maternel et l'UNICEF encourage la création d'habitats "amis des bébés".

La célébration du vingtième anniversaire du programme de lutte contre l'Onchocercose me donne l'occasion non seulement de féliciter le Directeur de ce programme pour sa bonne gestion et son efficacité, mais aussi de remercier tous les donateurs et organismes parrainants pour leur contribution à la lutte contre la circulation des rivières en Afrique de l'Ouest. En effet, la Guinée qui a adhéré au programme de lutte contre l'Onchocercose en 1987 enregistre de très bons résultats grâce à la lutte antivectorielle et au traitement à l'Ivermectine. La distribution communautaire de l'Ivermectine est facilitée par son intégration au niveau des centres de santé et la collaboration avec des organisations non gouvernementales.

La santé maternelle et infantile est le volet fondamental du programme national de soins de santé primaires. La dernière évaluation de la couverture vaccinale en 1993 donne pour le BCG 76 %, le DTC et le vaccin antipoliomyélique (trois doses chacun) 55 %, le vaccin antirougeoleux 57 % et le vaccin antitétanique des femmes 61 %. La mortalité maternelle reste néanmoins très élevée et c'est pourquoi le département met tout en œuvre pour rendre opérationnel son projet de maternité sans risque avec l'assistance de l'OMS. L'association soutient le programme de lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes aux femmes et collabore (étroitement avec l'ONG nationale dénommée "Cellule de coordination sur les pratiques traditionnelles affectant les femmes et les enfants". Cette ONG mène d'intenses activités de sensibilisation sur le terrain et, sous la conduite de la Première Dame de la République, a brillamment participé à la quatrième conférence régionale du Comité interafricain en avril 1994 à Addis-Abeba.

Dans la conjoncture actuelle de crise (économique manifeste, l'OMS devrait veiller à assurer aux pays de la Région africaine l'accès aux médicaments essentiels, en favorisant l'acquisition de formes génériques et la mise en place concomitante de moyens simples de contrôle de la qualité. Je voudrais remercier le programme d'action pour les médicaments essentiels qui soutient depuis 1986 le programme de médicaments essentiels de notre pays, base fondamentale du recouvrement des coûts dans nos formations sanitaires.

L'OMS devrait aider les pays africains à mettre en place des programmes et plans de préparation aux secours d'urgence dans un contexte de guerre civile, de calamités naturelles et d'épidémies. Il convient de signaler que l'épidémie de méningite qui avait été rapidement contrôlée en 1993 connaît encore une flambée cette année dans les préfectures de la Haute-Guinée et nécessite l'assistance internationale.

Par ailleurs, mon Gouvernement soutient fermement toutes les initiatives de rétablissement d'une paix durable au Libéria et souhaite le retour dans la quiétude des nombreux réfugiés libériens actuellement en Guinée.

Mon association félicite le Conseil exécutif qui a examiné de façon approfondie le neuvième programme triennal de travail pour une période déterminée (1996-2001), et appuie la résolution y afférente qui met l'accent sur la poursuite du rôle directeur de l'OMS pour ce qui est de l'action internationale de santé au XXI^e siècle dans un contexte d'adaptation aux changements mondiaux en vue d'atteindre des cibles

fixées de façon réaliste.

Conformément à la recommandation des Ministres africains de la Santé à la quarante-troisième

session du Comité régional pour l'Afrique à Gaborone en septembre 1993, l'OMS doit assurer le suivi de

l'appel en faveur d'un nouveau partenariat international afin de susciter un accroissement des

investissements concernant les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en Afrique. Le

thème des discussions techniques est très important pour la Guinée, car l'action communautaire en faveur

de la santé fait partie intégrante de la stratégie nationale de soins de santé primaire.

Monsieur le Président, le financement des activités est une condition indispensable à la réussite des

programmes nationaux de santé. Le Directeur général devrait mettre en place davantage de mécanismes

appropriés susceptibles de mobiliser des ressources financières suffisantes en faveur de la santé, surtout

dans les Etats Membres les plus démunis. C'est pourquoi je souhaite que l'OMS redynamise son

programme de coopération intensifiée avec la Guinée.

Ma délégation souhaite que les travaux de la Quarante-Septième Assemblée mondiale de la Santé

se déroulent dans un esprit de consensus comme à l'accoutumée et aboutissent à des résolutions

susceptibles d'accélérer les progrès de tous les Etats Membres vers la santé pour tous.

17

_1

Professor BREDIKIS (Lithuania):

Mr President, Director-General, Dr Nakajima, dear colleagues and delegates, ladies and gentlemen, first of all let me on behalf of the Lithuanian delegation extend my congratulations to the President and to his deputies on their election and wish the Assembly most successful and fruitful work.

The restoration of Lithuanian independence in 1990 was led by many changes in political, economic and social life. The demographic situation at present is worse than in western European countries and declining in terms of standard mortality, morbidity and other trends. Lithuania now faces a major challenge in developing and restructuring its health care system. We consider as the most important task and priority the promotion of the national public health care system on the basis of WHO's strategy for health for all and the Lithuanian national health concept that was accepted by the Lithuanian Parliament already in 1991.

Today it is hard to find a country which is completely satisfied with its health care system. A variety of reforms reorganizing health services were introduced in Lithuania in 1993; economic aspects are very important in all of them. How can we cut expenses without harming patients? To deal with this problem

we established a health reform management group with 11 task forces. The main task forces deal with restructuring of primary health care, rationalization of basic hospital care, development of outpatient

services, restructuring of specialized services, and other matters. We are taking steps to ensure the free choice of a physician and the possibility for the development of family physicians. The Ministry of Health, and within it in the departments of pharmacy and of public health, is being restructured.

Three divisions of the latter deal now with public health strategy, environment and health issues and health promotion.

The new department of Public health is very active in decreasing risk factors and promoting healthy

lifestyles. One of the recent achievements in its anti-tobacco campaign is a total ban on tobacco advertising

introduced by special decree of the Lithuanian Government. The present Lithuanian Government is

probably the first non-smoking one - all Cabinet ministers have promised in writing not to smoke! I would

like to ask the governments of all other countries and first of all the ministries of health to stop smoking.

We also have a very original movement called "Healthy People" which is expanding very successfully. The

basis of this movement is health, nutrition, physical activity, and harmony in body and soul. This winter

we had a temperature of minus 10°C, yet more than 2000 participants of this movement went bathing in

the Baltic Sea after jogging. We think it can be a record for the Guinness book. The idea was to invite

others to adopt a harder and healthier lifestyle.

This year World Health Day was dedicated to oral health and was a success in Lithuania. In all

medical institutions, including the Ministry of Health, there were classes and demonstrations for mouth

hygiene, special exhibitions were organized in Vilnius as well as the competition "Miss Dental Brush". At

present we are looking for extra financing to carry out the programme "caries prophylaxis in children". In

connection with the International Year of the Family we have established funds for maternal and child

health. We are short of some US\$ 50 million to take us out of a critical situation in national and perinatal

health care, and intensive care, and to support other national programmes. Among them the immunization

programme is very important for prophylaxis. Vaccine supplied by Denmark helped us to resolve more successfully this year the vaccination problem in our country. The Ministry of Health puts all its efforts into ensuring that health care has priority among government programmes. It aims at establishing at government level an intersectoral health committee, with commissions for public health, narcotics and alcohol, tobacco control, food control, and anti-epidemic and environmental issues. I think this Assembly and WHO should invite the governments of all countries and their presidents to be more active in solving problems of public health. We are extending fruitful cooperation with the ministries of health of other countries, especially our neighbours; very active cooperation takes place among the three Baltic States. We should not forget that in Lithuania there are at least four dangerous centres from the point of disaster medicine. I can mention the Ignalina, a nuclear power station with a Chernobyl type of reactor, for instance. This is why we need joint programmes of disaster medicine with our neighbouring countries. Support was provided for several projects from the Nordic countries, especially Denmark and Sweden, UNICEF, FAO and the PHARE programme of the European Union through WHO.

. In my opinion, it is possible to improve bilateral aid and assistance to the countries in transition, including Lithuania. On one hand we - the local managers of health care - have to have clear priorities for short- and long-term policies and strategies to be able to persuade our parliaments, governments and municipal authorities to take an active role in implementing those priorities. On the other hand, I would suggest that WHO, the World Bank, the European Union and other international organizations provide financial

_%

A47/VR/6

resources for the preparation of projects, and support and finance local specialists of target countries. they know better the internal situation and will be in charge of project implementation. Rather than project preparation, expertise of the projects from the foreign specialists would be of greater value.

In conclusion, I would like to assure you that Lithuania will act in a way worthy of its membership of WHO by joining in the common effort to improve the health of all people around the world.

Mrs RANAWEERA (Sri Lanka):

Mr President, Dr Hiroshi Nakajima, Director-General of the World Health Organization, honourable

ministers, your excellencies, distinguished delegates, ladies and gentlemen, I extend warm greetings from

Sri Lanka to each and every one of you. I congratulate the President on behalf of my delegation, on his

election as the President of this august assembly and wish him all success in steering its deliberations. Let

me congratulate you Dr Nakajima, for an excellent report to the Assembly and thank you for the leadership

you continue to give the World Health Organization. I would also like to thank the Chairman of the

Executive Board for the excellent reports.

Sri Lanka is a developing country, whose citizens enjoy a health status which is the envy of other

developing countries. Communicable diseases pose a major problem to us even now, while the diseases of

development have also made their presence felt. We have been able to reduce the mortality from

communicable diseases. But, the morbidity burden has not shown a commensurate decrease. Sri Lanka

has been fortunate in developing a close and fruitful collaboration with the World Health Organization and

is deeply appreciative of the concern and support given by WHO in coming to grips with present and past

health problems.

The Ninth General Programme of Work has captured the essence of the global health development

requirements for the next three bienniums. The new broad programme areas proposed for WHO country

programmes clearly indicate the direction for collaboration with Member Governments.

WHO's goal of health for all by the year 2000 continues to be earnestly followed, and for its

achievement a comprehensive health development plan is being formulated. The implementation of

national health policies especially those related to decentralization of health administration to local levels

and mobilization of resources for health is being closely monitored by two high-powered intersectoral

committees, namely the National Health Council and the National Steering Committee for the

Implementation of National Health Policy.

I understand that WHO will be redefining the framework of the Organization's mission for the future.

I trust that during this process, the national-level needs and priorities of countries will be carefully

identified. More attention also has to be focused on the family as the fundamental unit.

Medical decisions and quality of care are increasingly becoming issues of public concern in Sri Lanka,

as in many countries in the region. The ethical issues that surface in developing countries are more

fundamental to routine medical practice and delivery of primary health care than are the current issues of

ethical significance in the West. We are making headway in bringing the concept of ethics into the

mainstream of health care delivery and health research and in the application of new technologies. Doctors

and other health workers of our countries have an ethical role to play by promoting health

hy lifestyles and educating the community in health promotion and prevention. They also have the responsibility for monitoring the factors that influence the health of communities and for drawing attention to health hazards such as environmental pollution and to other public health problems. The rights of patients should be looked after as well. One of the guiding principles of our national health policy is respect for the dignity of the user/patient in all health care settings. Realizing the importance of integrating health and human development, all development programmes in the country invariably include a health component. Environmental impact analysis is an important component of any development project proposal and the impact on the environment is carefully weighed before approval is given for development projects. In my country, the women have traditionally played a significant role in mobilizing community participation for development in general and health development in particular. It is women, as grandmothers, mothers, wives, daughters, friends and neighbours who provide health care at the very basic and primary level, namely the home.

The terrorist problem in the north-eastern part of my country has created the situation whereby large numbers of displaced populations are in welfare camps. In collaboration with WHO and the Italian Government, we have implemented a project for integrated human development in the areas in which the displaced are located. The project is based on the philosophy of the World Health Organization relating to health and development for displaced populations. I would like to make use of this opportunity to congratulate WHO on developing this programme - a common need of a large number of countries in the world which are faced with the problems of the displaced. An innovative aspect of this project is the tripartite mechanism developed between my Ministry, WHO and the Italian Government to execute the project.

By the turn of the century, the elderly (60 years and over) will comprise 9.1% of the total population in my country. The elderly have traditionally played an important role in health and human development by guiding the younger generations and by providing support to their children in bringing up their grandchildren. We need to preserve the traditional support system to the elderly and provide them with opportunities for informal education, for gainful employment and leisure.

On the eve of the last World Health Assembly, my country faced the tragedy of losing His Excellency Ranasinghe Premadasa, our revered President. He postulated a programme of poverty

alleviation called Janasaviya, which means strengthening the people. The socioeconomic benefits of the programme are specifically targeted on the poorest of the poor through a strategy of income generation at village level. An important component of the programme is the health development inputs called

Suvasaviya meaning strengthening health. Women are providing important and vital leadership in this programme both as change agents and as service providers.

Sri Lanka is fortunate in having a good health care delivery system with almost universal access. To

bring the administration closer to the people and to provide an opportunity for community responsive

planning and also to further improve access to health services, the Divisional Directorates of Health

Services were created at the start of last year. This was in step with the overall devolution of power to the

level of the Divisional Secretariat, which looks after a well-defined geographical area comprising a

population of around 60 000-80 000. The process of devolution follows the philosophy set out in the

AlmaAta Declaration.

Nutrition is a major health problem among women, and the pre-school child with anaemia is one of

the main factors complicating pregnancy. Poor maternal weight gain leading to an unacceptably high

incidence of low birth weight of around 23% indicates a high prevalence of maternal under-nutrition.

Nutritional status needs to be improved, especially among women, commencing from early in fancy of the

girl child. Realizing the importance of nutrition in promoting and protecting health, my Government has

launched an all-out attack on the problem of malnutrition. This community-based campaign is led by

His Excellency the President himself and steered by the National Health Council chaired by the Honourable

Prime Minister. Detailed action plans have been formulated and a series of discussions have been held with

officials in the provincial ministries of health. The national campaign will get under way in June with a

nutrition week.

In a literate society like Sri Lanka, the mass media play an important role in protecting and promoting health. My Ministry has been able to develop a dialogue with the mass media and harness its potential for health development. Seminars on topics of current importance are well attended and a series of articles and features appear subsequently in the mass media on these topics. A donor-funded public education programme using the electronic and print media has been successfully carried out in my country with the objective of eradicating leprosy in the near future. The new strategy to combat malaria agreed upon at the Conference in Amsterdam has been adopted by us, and emphasis has been duly shifted to parasite control with judicious use of insecticides. New insecticides which have greater community acceptability have also been tried out successfully. The new strategy is already yielding good results and we are hopeful that we will be in a position to make a substantial reduction in morbidity. The National AIDS Committee has mobilized the active participation of nongovernmental organizations in the national programme. One major reason for the satisfactory level of health status enjoyed by our people is the participation of the people in health development activities. We have harnessed the rich tradition of voluntary service

in this regard. Voluntary social service is a cherished aspect of our culture and has its roots in the Buddhist religious concept of Dana, which means sharing.

Just two months ago, we in the South-East Asia Region of WHO said goodbye to a dear associate, Dr U K0 K0, the Regional Director. He devoted 13 years of his life to guiding the health development of the Region and was a close friend of my country. We will always cherish the help and support he extended to us. I also welcome the new Regional Director, Dr Uton M. Rafei, who is no stranger to us. His election is a reflection of the appreciation of his long years of devoted work in the Regional Office, and the acknowledgement of his leadership qualities. We look forward to the new era of health development in the Region under his able stewardship, and wish him well.

Mr President, we are living in a period where profound changes are taking place in the arena of world politics. Environmental consciousness is growing. The effects of lifestyles on health are being appreciated. The role of women in development and the importance of integrating health and human development have been acknowledged. I am confident that under the leadership of Dr Nakajima backed by the Executive Board and guided by the World Health Assembly, such issues can be resolved. I wish the Forty-seventh World Health Assembly all success in its deliberations.

Dr. AL-MUHAILAN (Kuwait): :(HH5SJI) OW! 55;;S.IJI
.9...5II H.5JI HI 9...
.H.H5 Hm... HHI .535." :H.15 sLJ55 H15... 9HJI 5...." HH VH5JI H...
L... exam Wu... Haw 2.154 4-95 w 5,: WA! 6499 9s v.51 .1 we.
k5...;5JI HI5.- 2.HII H1 L.5 HJHII 2...." HHJ LHJI LHUUH51I5 2.9.."L..Jl 255.44
35.1. H CHM. 4... H55. JH1 J45. L515 95H. .H 1 HI HI. HHI HU.I :LJ555
.255.HIH51H HH-w Hu5JI5 HI H5.) H1 9.1qu H5...- HHH5 JUI
H5. H. H. H595 'HHJI HIH15 3w... L5... eHI H.5HI 2.15. I .HHJJI 9;...
H53. .35 HH HI HHHI HI 9.4;.- H L949? 651.3 JH HHX .u5JI5 HI
H. 91.1....- 9: I99. 9L: H1 H035 .HI 2.1.5." JHHHH IHs HH H.555JI
HI HIHI5 359.11IHH5 H.93- .'Il .HHII 3.15.954; 9.2H4I 55.;JI .J--5 0. Hal HHHI
65.0.3.1! H514 11.8.5.3.le 3H NH HHI HHHI 95... H.535 HHAi HI5H H5535
mm H .5... H43. .3. HIHI CH... HHI HHHII HH H.533I 2.55.. H.153 HJI
25I55JI HHHII .H5 HI HHHH H55 H HIHHI 9: H... Hm HHHI :H
HI H5 H 1..qu HL.54HI UH HIHI .51 H5 .5315 95.31 95., 5.9.1.9! 0595
56.1.: 94 H... H.3I5 HHH-I 2.....JI HIHYI HI 0151 :HHII 9HII JNH HI HHHI
51L.H;. a_IL. I 59.1.. 94 H HHI HI5... HHI J91. Juwl Jim UHJ1 H HHI5
.HHHHIHIOHH1JHw HLHI HH5.HL:.HH HIH ZHJHHH;
2L55 UHHgH 9.1 LH5 .H .545. Iu- JSJ)9 HI C3,)JI J&bil HH5 H HI
.HSJI :H1 H5 IA 51 W1. JSJ CHSJ H HH Ht. HIHI HHSIH
.55. 5.... H5 I... .UHH- I. JSJ 5.5.. rt 5c H 9-. .HIL. .m 59 HH5HI5 v51
le HLHHJI JEHHUI JHHJI Q. 3.5L4JI g5 ?JA1 3..... HF 9..' 4.9' ul
HH H5 H45... 9. H 5HI H5. Hts... HI 35155 HI .HHII 5H
HLHI 2.5.45 OHIHI HH L945 HHI H5H1 .35 .HHI 1.3.9 HHJ HHI LLLGHJI
H m 3.59' H ubx-J' '43 55H. M'rJ' 3:553 2.1... CHSJ' \$43: 134.4,: 3-H: .57
HI L9H! .JHJI IHH HHJI HI H... 9., Q5Hut. HHII HIHHI HH. Hus
HH... H1 H... HHI5 H13." L5.-,I5.,15 XHHI H HIHsk, H.591 U5. 9:... 9.3: L.
21

A47/VR/6

.2MJl zjlj, ctWLL-uu cLL'x, ,wu U51 1C, 4,150,543: um, 43:) ,4, 9,3: 2,191
Join gm. 51,1 n, C, 1,3,9! 1....11 9w gm JJLGJI Jug." L.JI tWJJI \$54....
11,93 gm, .t, i: JoLSJL, a,xsus, yaw wQL-wl t_w'u 9N1 1,41ng WI
5.1; 3101...;YI 2M Wt; cl, w: 1,1,4: .4.) 4.1.1..qu ,LzSII 5.5,...) 3,1,. " L, 9,1; ng
Cu,- 0! WI 6,. " 0.. \$1,255 ea; c323 um 9.1M, 91M: w: ,1 pm: :93:
JIL; us JJs, WI \$51,, " cum 2;; Us W1 43 guLsm, JJI,JI 4.5.4:: 9.; \$th
'3ij 34... 3,5534: w ,JA... gnu 1,11: JHJI a." 23w ,4: 1,,me ,.s 4;. 61:
.L,..JI
'al'ngl 4., P5 L. 43..... Wain 2.414., W JSLL. ##L, k-JJGJD 43.1 twgJJl 64w
sown m CJIJLAj \$50,043: Q0111 Lejk f.J owes. .VLa-xl, \$.35 Wm, Lyman: C,
SUV: uaL \$39 tiling annual 44m JLJ 1,3;; cu HM: web'w' w m5 449 LEG
JL?)5 WM": JU-bg' w 0:49:29 drj' '3-"3L4 ow-U' H4151 dJJ JLx-U' 65 W' JSUuJ' aim
WI gag: ;, :ml k,JI WI, WI QWI .44. \$41 4113930,... 6, 69:33
JLNJI nu. 9-9 3,,.JL..JI \$1,536." a.?L, 9-9 cup: 0.30.93 .Wl twul 1.4345 Emu
.0339!le 913-9 eth L. hath) bJLM U-ISA-au-b
:QLJJI W Lew ngmYI L;_...lp ,JLaJI 9,3 1,400; 3,3,5 Lu! sKJLuJb awn
LL'JW' w mud! W! ?LHP' dime UJL ewws W'Lt 12452 43w N-"w'JS w
Lenka!) LMJ' LUJJJ ohm 0-0 aw! wall)5! 49. din. u. an mm um um
gumu mum 25px, 241w 9,. " :nggl L? mun, gem mya-m :,-, L,1; Lab
3&5 am: PJLgJI J54 a 3.0L; OLA: 2;;ng aMJ 4,,JI L, 4,, LEI, QM!
.JeJALLJ' 4.3.561:
9,2,), 1,;5w 4,414,? 6.1; ,5! us ,smu W Wei zsumu ,0 ,mi I,_.;I
Dam w! Jug: 04,51: ,4: J,.u MY' ,4," 4,9, M foo: ,wl urea;
.wu Mm: ,mqjmj E5,I,JLW
'WW' H-U d-U WU orLUeJ' 9-15 PL")

Mr SATA (Zambia):

Mr President, Director-General, your excellencies, distinguished guests, ladies and gentlemen, I wish

to convey to you, the Director-General and his staff, and to this Assembly, the fraternal greetings and best

wishes for a successful Assembly from the people of Zambia. I wish to express, my personal thanks to the

President of the Assembly and through him to his country for his being elected to this important office.

Mr Director-General, Dr Nakajima, my country is greatly indebted for the leadership you have provided

through the intensified WHO cooperation with countries in greatest need in support of Zambia's health

reforms. We are proud to announce to you that the efforts of your office, working with other multilateral

agencies and bilateral donors in supporting our national health reforms have begun to bear fruit. We hope

that your commendable efforts and effective leadership will be emulated at the regional level so as to give

impetus to the implementation and monitoring of programmes already endorsed by the World Health

Assembly and by African Heads of State, notably in the Dakar Declaration.

. I wish at this moment, to extend my hand of congratulations to the delegation of South Africa. Our

dear brothers and sisters, welcome back to your rightful place in this World Health Assembly. For us in

the southern and eastern areas of the African Region, South Africa's re-entry into the arena of a

multilateral health agency initiates yet another opportunity for improved regional cooperation for better

A47/VR/6

health in the subcontinent. Our Region shares a common health ecology and the aspirations of our people for better health must be tackled collectively. New challenges await all of us now to establish working intercountry networks for the mutual health benefits of our people. We in Zambia have initiated a process of dialogue on regional integration of health systems in the subregion. Our hope now is that open participation of South Africa will become an added advantage for all our people. The challenges for better health in east and southern Africa, as indeed in the rest of Africa, call for a new leadership at our regional headquarters that will act beyond the self-interests of any single entity, personal or national. My foregoing remarks contain a universal appeal to all delegates in this Assembly but more specifically to sub-Saharan Africa. Cross-national agencies such as the World Health Organization (with its Regional Office for Africa), which provide the technical leadership, must now respond to new and urgent challenges. In particular they are being called upon to reform their institutional modalities in the service of the authority that legitimates their existence, that is the people in the various Member States. As the official statement of the President to this Forty-seventh World Health Assembly pointed out, Africa is going through a health transition, a crisis in which the diseases of poverty interface with those of affluence in one country. The issues of social entitlements, often presented as the rights of citizens, mean that governments are pressed to respond to the needs of the silent majority who are afflicted by diseases of poverty on one hand, and on the other to a powerful minority who demand sophisticated medical technology. This situation is creating a turbulent health policy environment at the same time as macroeconomic imperatives constrain government capacity to fully respond to multiple demands. Political changes driven by the universal imperatives of democratization, anchored by respect for human rights, compound this policy scenario as social forces compete to influence the structure and the content of our health policies. All of us in Africa, Asia, Europe and the Americas are being pressed to reform the practice of health systems management. For Africa in particular, resource constraints make it all the more urgent that we adapt to the rapidly shifting growth and to the health policy environment. As a consequence of this turbulence, we need comprehensive institutional structuring at both national and transnational levels. The report of the Director-General has highlighted some of the reform measures that WHO is undertaking. Some of these relate to better planning and budgeting, improved management, better funding or resource mobilization and allocation. These are very complex issues. I say so because the impetus that is forcing such reforms within the World Health Organization is that of improved accountability and transparency in the systems of resource allocation and management system regulation. At regional and country levels the challenges are the same if not magnified. The urgency for institutional reform is even more evident. Why? It is simply because governments, just as an elected leader of a multilateral agency such as the World Health Organization, are subject to the pressures for performance arising from their constituencies. When bureaucratic practices overwhelm needed service interventions, when professional elements conflict with policy imperatives, when technique overpowers process and values,

political pressures for reform became evident. The needs of our people are urgent and call for effective leadership at all levels, and more especially at the regional level, and for accountability and partnership, nationally, regionally and globally. Towards this end, it is Zambia's sincere conviction that there is an imperative need to democratize further governance and leadership at the regional level. In this connection, my delegation is pleased to recall that at the last Regional Committee meeting held in Gaborone, Botswana, Members considered and resolved to limit the term of office of Regional Director to no more than two consecutive terms with immediate effect. -

My country is grateful to the wealth of global support for our national health reforms initiated two years ago. We in Zambia believe that together with our cooperative partners, which include WHO, we all need a real success story in health reforms. We need such success consistent with a vision of health that moves away from theoretical models, from more of the same ideas, the same "laundry lists" of demands.

Poor health status and poverty are closely correlated. Like nutrition and education, health is both a cause and an effect of poverty. Poor health status causes lower productivity and falling incomes. This is especially serious for the most vulnerable high-dependency ratio households. We in Zambia believe that the sum of our health sector strategies must lead to a society in which Zambians create environments conducive to health, learn the art of being well, and provide best level health care for all.

A47/VR/6

I would like to express through this Assembly Zambia's gratitude to all friendly countries, WHO and donor agencies for their continued financial, technical and material support, which has gone a long way towards the realization of our health vision.

Dr NANAGAS (Philippines):

Mr President, Mr Director-General, excellencies, distinguished delegates, honoured guests, ladies and gentlemen, on behalf of President Fidel V. Ramos and the Department of Health of the Philippines, I bring you warm greetings from the people of the Philippines. We also congratulate the President, Vice-Presidents and Committee Chairmen on their election.

I wish to commend the World Health Organization on its comprehensive biennial report. It indicates that WHO has taken significant steps and initiated bold reforms for enhanced coordination of efforts

towards the attainment of global health goals. However, the enormous challenge to us still remains: to

carry on with greater resolve to achieve health for all, and to heed the call for a new health partnership in response to our changing global environment.

The Philippine Government heeds this challenge and supports the efforts of WHO to establish greater

interdependence in health. In my country, partnership in health has been the chief strategy in promoting

primary health care. The national programmes on immunization, blindness prevention and nutrition have

been widely implemented through the enthusiastic collaboration of various sectors and private organizations,

including the mass media. They have benefited considerably grass-roots communities through basic health

interventions, giving us reason to be optimistic about the success of many other possible health initiatives

anchored in sectoral partnership.

Sustaining the awareness of health that has been created and the momentum of successful health

programmes, the Philippine Department of Health moves towards the crystallization of these gains into an

enduring philosophy, a way of life: health in the hands of the people, health as a continuing personal goal.

This goal enrols not only those who are sick, but especially those who are well and who can be active

partners in promoting health. More importantly, this goal transcends the health sector, as the pursuit of

health is intrinsic to the pursuit of sustainable development. Thus, the promotion of health takes on a new

holistic perspective: health, the environment and development as an integral goal.

Concretely, the Philippines vision of attaining the status of a newly industrialized country by the

twenty-first century should inevitably incorporate a vision of the nation's health status. Industrialization and

health programmes should move together at a steady and synchronized pace. Health should be a standard

for defining national economic goals, measuring environmental protection, and guiding all types of

development projects, processes and approaches. This demands a recasting of the health sector from its

medical orientation to a health orientation, and from health-care based facilities to health-promoting

environments. This in turn demands the overhauling of the entire philosophical moorings of the past 50

years in response to the challenges of the twenty-first century.

The task at hand is formidable. Three issues confronted by my country in the recent past come to

mind at this point. They illustrate the interrelationship and effects of dynamic developmental processes

in the areas of politics, economics and the environment.

First, in a post-devolution environment where the delivery of basic services has been handed over to

local governments, a tension exists between the largely political rationale for decentralization and the nonpolitical nature of health. In a situation where local officials have been made accountable for health care in their areas, the need for an expanded legal mandate for the Department of Health in undertaking the appropriate health policy directions becomes necessary. Otherwise, local governments can choose to ignore national goals, standards and objectives in health. Moreover, while the wisdom of decentralization has been appreciated, the process has not been without problems. Most local governments have required continuous assistance in health care management and financing. The great skill of local executives in linking issues to other factors in the environment and to models of development has been largely unharnessed for so long and explains the failure of many public health programmes in the past. Diarrhoeas are not controlled because water systems are not in place. Pollution-related diseases cannot be addressed because the health sector has no jurisdiction over factories.

A47/VR/6

Secondly, poverty and the lack of economic opportunities have led to a trade in blood which in turn has been compounded by profit-oriented enterprises wishing to cash in on this situation. Recently, however, the Philippine Department of Health has closed down outlets of commercial blood banks that have been

found selling contaminated blood supplies. Greater efforts and attention will need to be devoted to the promotion of voluntary blood donation and safe blood transfusion, especially in view of the AIDS pandemic.

The question at hand is: should we continue to allow the commercialization of blood? The present challenge lies in the establishment of a network of voluntary blood donation centres employing efficient and cost-effective testing processes, and in the reorientation of personal and social values towards blood as a human resource and blood donation as a voluntary humanitarian act.

Thirdly, the Philippine Department of Health has recently been the object of a lawsuit by a

pharmaceutical company whose product has been prohibited on the Philippine market. The issue brings

to the fore the need for collaborative mechanisms, perhaps at the international level, to support efforts to

prevent the proliferation of harmful drugs, especially those that have already been banned in other

countries. Questions arise as to the role of the international health community in assisting national

governments, especially of developing countries, in thwarting the efforts of some pharmaceutical companies

to introduce these drugs when they have been deemed harmful overseas. These do not include chemicals

used as industrial and agricultural inputs which have been proven harmful to humans, animals and the

environment but are not under the jurisdiction of our Bureau of Food and Drugs.

These three issues are among the many challenges confronting us, and reaffirm the need for new

partnerships in health, as espoused by the Director-General, Dr Hiroshi Nakajima. Among the major areas

where issues in health, the environment, and development come together are meeting basic health needs,

control of communicable diseases, protection of vulnerable groups, meeting the urban challenge, and

reduction of health risks from environmental pollution and hazards. Inasmuch as these are as should be

approached holistically, efforts to address them require sectoral partnership and cooperation.

The Philippine Government acknowledges the crucial role and important task of WHO in our fast-changing global environment. I would like to express our profound appreciation to the

Director-General, Dr Nakajima and the Regional Director for the Western Pacific, Dr Han, for the

generous assistance and attention they have given to the Philippines. I thank you also for the privilege of

addressing this World Health Assembly, and to all the delegates of this Assembly I extend my best wishes.

El Dr. MORALES (Paraguay):

Señor Presidente, señor Director General: Antes que nada deseo expresar nuestro regocijo por la

incorporación de Sudafrica al seno de esta Organización. Dios quiera que la paz y la libertad como signo

de vida saludable lleguen a todas las naciones.

Indudablemente el despertar democrático de los países de América Latina, entre los cuales se halla

mi país, significa un acercamiento con la realidad socio-sanitaria de nuestras comunidades, comunidades

rurales y urbanas donde aparecen nuevos interlocutores - políticos, gremiales, sindicales - que demandan

mas y mejores servicios que den respuesta a sus necesidades postergadas, y a quienes se debe responder

con acciones concretas, oportunas y satisfactorias. En dicho contexto, y desde el 16 de a

gusto pasado, se ha iniciado una nueva etapa constitucional en el Paraguay bajo la presidencia del ingeniero Juan Carlos Basmosi, cuya plataforma de gobierno propugna la dignificación del hombre paraguayo, y para cuyo efecto se prioriza la educación y la salud del pueblo como estrategia para el desarrollo nacional. Dentro de esta concepción gubernamental, la nueva administración sanitaria ha establecido una línea de acción a fin de revertir a corto plazo las deficientes condiciones de salud reflejadas en los indicadores de morbilidad y mortalidad, donde las enfermedades prevenibles por vacunas, las diarreas, las parasitosis, las complicaciones del parto y la desnutrición siguen ocupando los primeros lugares, conjuntamente con los tumores, las enfermedades cardiovasculares y los accidentes. La precaria implementación y operacionalización de los servicios de salud se manifiesta en la mínima cobertura de atención médica y la baja productividad, así como en el déficit de saneamiento básico. A fin de organizar y de racionalizar los recursos disponibles a nivel institucional y sectorial, se ha elaborado el plan nacional de salud 1993-1998, que enfatiza la salud pública promocial y preventiva, anteriormente dirigida preferentemente hacia el sentido asistencialista de la labor sanitaria, y somos

conscientes de que el desafío para revertir la realidad observada hace evidente la necesidad de planificar y desarrollar acciones conjuntamente con todas las instituciones del sector y de la propia comunidad. De ahí que el plan operativo de salud contemple desde su formulación hasta su ejecución y control la participación activa de los directivos, de los trabajadores de la salud, de todas las instituciones del sector, así como de las organizaciones comunitarias de base, y de las entidades de cooperación externa.

Se está impulsando progresivamente el desarrollo de los SILOS y la programación local como estrategia de concertación y conjunción de objetivos y recursos, que se proyecta a corto plazo en la implementación de la descentralización técnica y administrativa, atendiendo al nuevo modelo departamental de organización política de la República.

Entre las realizaciones compartidas con la propia comunidad están las 143 farmacias sociales establecidas en los últimos cinco meses, dirigidas y administradas por la comunidad a través de las comisiones de salud; la construcción y puesta en marcha de 21 sistemas de abastecimiento de agua potable, administrados por las juntas de saneamiento de cada distrito; la formación de 1200 agentes sanitarios de la propia comunidad para el desarrollo de la atención primaria; el plan de ataque integral de acción sanitaria inmediata ejecutado a nivel de los mzís pobres asentamientos campesinos y de las parcialidades indígenas, con la cooperación de los gremios de la salud y de los mismos beneficiarios; la programación del internado rural conjuntamente con las facultades de medicina, odontología, bioquímica, enfermería y obstetricia para la formación de pregrado de los nuevos egresados de dichas unidades; y el control de calidad de los medicamentos y alimentos con la cooperación de la Universidad Nacional de Asunción.

Esas son algunas de las acciones prioritarias emprendidas concertadamente para afianzar el proceso de gestión sanitaria y mejorar el nivel de salud, preferentemente de los niños, las madres y de las poblaciones que sufren carencias.

Paralelamente a esta acción nacional de salud, se han compartido con los ministerios de salud de los países del Cono Sur importantes iniciativas para fortalecer los programas de salud de fronteras, control del comercio y SIDA, vigilancia epidemiológica de enfermedades infecciosas contagiosas, el saneamiento básico, la capacitación y el intercambio de información e insumos en materia de salud, acciones estas que se vienen afianzando con la suscripción de acuerdos interpaíses y subregionales, en los que la Organización Panamericana de la Salud, con sus expertos y sus recursos, participa y presta aval técnico.

Para mi país es una satisfacción que la Organización Mundial de la Salud se halle en un proceso de reforma en consonancia con los profundos cambios culturales, políticos y económicos, como lo ha afirmado en esta Asamblea el señor Director, Dr. Nakajima, de magnitud sin precedentes desde la II Guerra Mundial. Indudablemente los gobiernos de los países, así como las instancias decisorias de los organismos internacionales, deben ajustar sus estructuras internas, sus relaciones y su proceso de gestión en directa correspondencia con los factores que condicionan la expansión del (universo de los pobres de los desprotegidos en salud y de los desocupados, para mejorar así el acceso oportuno y solidario de todos los sectores de la población a los bienes y servicios destinados a cubrir las necesidades esenciales de Vida.

Incluso las entidades bancarias, ya sean nacionales o internacionales, han demostrado su

preocupación por el incremento de la pobreza, verdadera ((bomba de tiempo) que debemos desactivar mediante medidas heroicas de acción concertada y coordinada, por lo que sugerimos a la Organización Mundial de la Salud que la reforma estructural y funcional en ejecución promueva a la vez, a nivel de todos los organismos internacionales de cooperación en salud, una mejor coordinación y complementariedad de los mismos, a fin de evitar la duplicación de esfuerzos y recursos en los mismos programas de acción. Constatamos la profusión de conferencias, seminarios de alto nivel político con relación a metas y objetivos destinados a similares temas de acción, respetamos las loables intenciones, pero la multiplicidad de programas y acciones similares desconcierta a nuestros técnicos y operadores ante la variedad de los compromisos que es menester cumplir, evaluar y controlar. Se hace evidente, por tanto, la necesidad de armonizar las áreas de cooperación externa. Para el efecto, sugerimos al señor Director de la Organización Mundial de la Salud que analice la situación expuesta para encontrar la viabilidad técnica y operativa que posibilite la coordinación de las numerosas y valiosas organizaciones de cooperación externa en materia de salud, a fin de mejorar la eficiencia, la eficacia y la equidad de nuestras acciones, en favor de la salud del pueblo. Finalmente, hacemos nuestras las premisas del señor Director, Dr. Nakajima, al expresar que ((para que toda población pueda gozar de una Vida saludable y pacífica, hay que erradicar el hambre y la pobreza-23)), y yo, con todo respeto a las loables frases del señor Director, añado: todos juntos.

A47/VR/6

Mr SONKO (Gambia):

Mr President, distinguished Ministers, distinguished ladies and gentlemen, delegates, allow me to extend to the President and his bureau the congratulations of my delegation and those of the people of Gambia on their election to high office at this Assembly. We are confident that with your wisdom, experience, and leadership qualities this meeting will be steered to a successful conclusion, having achieved our goals and objectives. I also want to take this opportunity to thank the Director-General and his staff for producing such an excellent report. My delegation wishes to acknowledge the dedication and untiring efforts that must have gone into its preparation. On behalf of my delegation, I also want to extend a happy welcome to the Republic of South Africa, taking its place in this Assembly. We wish the country luck and we are very happy that the Assembly saw fit to give its unflinching support by acclamation.

Once again, in recent times we have been constantly reminded about the linkages between economic growth and health development. Whilst acknowledging that significant achievements have been made in reducing maternal and infant mortality rates, decreasing the level of severe malnutrition, and instituting communicable diseases control programmes, these gains are at risk of being lost in the face of continued global recession, poorly performing national economies, increasing donor fatigue, increasing population growth with rapid urbanization, and increased environmental degradation. This situation has been made more difficult as Third World countries must now address emerging health problems, such as the chronic diseases, like diabetes and hypertension, declining oral health, increasing road traffic accidents, drug and substance abuse, increasing mental illness and, of course, AIDS. These new health problems are an extra burden on top of existing acute health problems such as malaria, diarrhoea, acute respiratory infections and malnutrition, to name just a few. There is an urgent need to pay attention to this epidemiological transition, to safeguard the gains already achieved. The health resources currently allocated are inadequate to meet existing health problems, and these newly emerging health problems have the potential to absorb all these resources at the expense of the acute endemic health problems.

There is a need to emphasize health promotion, health protection and healthier lifestyles as the most cost-effective ways of preventing what could be a catastrophic and unmanageable situation. The need for donor coordination is also important, in order to maximize utilization of scarce resources and avoid duplications, wastage and unhealthy competition. Mobilizing communities' resources, building their capacity and empowering them to make and take decisions about their health are significant investments which will augur well for future sustainable health development.

In Gambia we have recently adopted the second national health policy, which will see us through to the end of this century. The policy calls for the optimization of all resources and efforts to ensure efficiency in resource utilization, effectiveness of programmes and quality of care. Being aware of the negative impact that a large population growth rate can have on health, a population policy focusing on fertility reduction and the improvement of the quality of life has been adopted by my Government. A comprehensive maternal and child health and family planning programme features as the main strategy for fertility reduction. The 1993 national census estimated that 40%

of the Gambian population live in urban areas; at the same time population growth has increased from 2.8 % to 4.1% in the last 10 years. Managing the environment for sustainable development and for improved health is also a serious concern. In response, the Gambian Government has developed an intersectoral environmental action plan that will address the issue of the environment in a more holistic manner. Above all the policy addresses poverty as a main contributing factor to poor health. A strategy for poverty alleviation seeks to make health care accessible to the majority of our population. As we move to the end of the decade, when the goal of health for all should have been achieved, it is clear that the problems and constraints as they present today far outweigh those which were envisaged when the noble goal of health for all was initiated. The role of WHO will be crucial in providing leadership and wise counsel as to the type of investments to be made for health development and delivery systems that should be put in place to provide the greatest impact on disease reduction in the shortest possible time. Finally, the involvement of the private sector and nongovernmental organizations will also facilitate the process, and the breaking of new and exciting ground will be the challenge of our future health development. I am confident that with the same spirit of concern and cooperation we can still achieve our goal of health for all.

A47/VR/6

The ACTING PRESIDENT:

I thank the delegate of Gambia for his address and for his kind words. Thus we have exhausted the

list of speakers for this afternoon. Ladies and gentlemen, after this meeting a briefing entitled "Noma, a

forgotten disease", will be given in room IX from 17h30 to 18h30. Interpretation will be made available in

English and French. The plenary meeting will resume tomorrow at 9h00 sharp concurrently with the

Technical Discussions on community action for health, which will take place in room XVII.

Tomorrow in

the afternoon the plenary will deal with the admission of new members and awards, before resuming the

discussion on items 9 and 10, concurrently with the resumption of the work in Committee A

.

The meeting rose at 17h10.

La Seance est levee a 17h10.

28